

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 50
JEUDI 5 MARS 1970

- Les paysans passent à l'action, les étudiants affrontent les flics ;
- Cinq marxistes-léninistes - ouvriers et intellectuels - sont emprisonnés à la Santé

ORGANISONS PARTOUT LA RIPOSTE POPULAIRE !



Les étudiants ripostent aux provocations policières

EDITORIAL

Depuis le 23 février, Pompidou est l'hôte de Nixon, Président des U.S.A. La presse bourgeoise mondiale fait une place importante à cette rencontre entre deux chefs d'Etats impérialistes, ainsi qu'aux divers incidents qui ont marqué le périple américain de l'ancien employé de Rothschild.

Mais elle a bien entendu omis de dresser la toile de fond de cette rencontre, car ses couleurs ne sont pas réjouissantes pour l'impérialisme.

En effet, en ce mois de février 1970, le temps n'est plus où le colosse impérialiste yankee pouvait faire figurer de « modèle » enviable pour les peuples mystifiés par la propagande sur le « mode de vie américain ».

La vérité c'est que, depuis les insurrections des ghettos noirs des années 66 et suivantes, la situation interne du capitalisme américain s'est dégradée rapidement. La jeunesse intellectuelle révolutionnaire s'est dressée résolument contre le pouvoir des monopoles américains, rejointe par des masses sans cesse plus larges de progressistes. De nombreux soldats et mêmes des officiers américains ont refusé d'être plus longtemps les mercenaires des brigands impérialistes au Vietnam. Et alors même que le Nixon-Pompidou Circus parcourait les U.S.A., la jeunesse et la population noire affrontaient courageusement les forces policières à Santa-Barbara (Californie), Buffalo Syracuse (Etat de New-

York), Oxford (Mississippi) et dans diverses autres villes.

Le pouvoir des monopoles yankees comme ses homologues français, ouest-allemand, italien ou japonais n'a d'autre recours que la terreur. Un journal aussi peu suspect d'anti-impérialisme que « Le Monde » a pu qualifier d'« acte de cannibalisme politique » le procès de Chicago, au cours duquel de jeunes progressistes et leurs avocats ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 4 ans de prison.

Peu de temps auparavant, Bobby Seale, leader du Black Panther Party (Panthères Noires) a comparu devant le tribunal qui le jugeait, enchaîné et baillonné.

Mais quand la terreur judiciaire ne suffit pas, les impérialistes yankees ont recours à d'autres moyens encore plus expéditifs : des dizaines de dirigeants locaux et nationaux du Black Panther Party ont été purement et simplement abattus par la police officielle.

Quant aux organismes parallèles, ils ne sont pas moins actifs. Récemment le leader syndicaliste Yablonski, sa femme et sa fille ont été massacrés à la mitrailleuse. Quoique simple réformiste, Yablonski s'opposait à la mainmise des gangs syndicaux criminels et corrompus sur son syndicat. Qu'il meure donc ! Lui et les siens...

Pendant ce temps, les organisations du crime s'installent dans l'administration et le monde des

affaires, plus silencieusement, mais plus efficacement qu'au temps d'Al Capone.

Un scandale trop voyant a tout de même amené récemment l'arrestation du maire de Newark (grande ville proche de New-York) et de plusieurs hautes personnalités de la région : ils appartenaient à la Mafia.

Depuis 1963, le pouvoir d'achat des ouvriers et employés n'augmente plus, les hausses de salaires étant compensées et au-delà par les hausses du coût de la vie.

En tant que producteur, le travailleur américain voit son exploitation s'aggraver ; en tant que consommateur il est intoxiqué et rançonné, comme son frère européen.

Une nouvelle recession pointe à l'horizon, la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale.

Sur le plan international, sa situation s'est aggravée dans des proportions encore plus grandes. Prisonnier de sa propre agression contre le peuple vietnamien, l'impérialisme yankee vaincu ne peut ni se maintenir sur place, ni évacuer rapidement ses troupes, effrayé qu'il est des conséquences d'une telle évacuation dans toute l'Asie, toute l'Afrique, toute l'Amérique Latine, et même en Europe.

Ses alliés locaux, les dignes militaristes indonésien, malais, thaïlandais, etc... filent un mauvais coton. Et, alors même que Pompidou état promené

(Suite page 3).

Contre le pouvoir et ses complices,

Défendons l'H.R. qui vient d'avoir un an!

Le premier numéro de notre hebdomadaire était daté du 20 février 1969. C'est-à-dire qu'il vient d'avoir un an.

Si l'on en croit les propos de nombreux flics qui ont perquisitionné et « interpellé » récemment des militants marxistes-léninistes, le pouvoir chercherait actuellement les moyens les plus efficaces pour faire disparaître « l'Humanité Rouge ». Lorsqu'on sait que les hommes du gouvernement en place — et la bourgeoisie en général — ne s'embarassent pas de scrupules pour parvenir à leurs fins de domination et d'oppression politiques, on peut présumer qu'ils n'hésiteront pas, une fois de plus, à violer leur propre légalité pour interdire notre jeune journal de combat. Pour eux l'initiative d'une telle mesure arbitraire dépend seulement de l'opportunité du moment et du rapport de force entre la classe d'exploiteurs qu'ils représentent et servent et les masses populaires ayant à leur tête la classe ouvrière. C'est pourquoi tous les amis, tous les lecteurs de « l'Humanité Rouge » doivent se mobiliser avec ardeur pour imposer, par leurs actions offensives, le maintien de la parution de leur journal, se préparer dès maintenant, de manière concrète, à faire opposition à toute mesure du pouvoir qui frapperait notre H.R. sous quelque forme que ce soit.

En vérité, depuis sa naissance, notre hebdomadaire est attaqué par l'ennemi. Chaque dimanche, à Paris comme en province, ses diffuseurs sont agressés par des nerfs envoyés contre eux par les dirigeants révisionnistes, par les fascistes des C.D.R. ou du S.A.C., par les flics de Marcellin qui n'hésitent pas à se déguiser en « civils » ou en militants des C.D.R. pour mieux tromper la vigilance de nos camarades.

Un patron de combat, enrichi par la sueur et le sang des ouvriers qu'il exploite honteusement, encouragé par des dirigeants de la C.G.T. indignes, poursuit « l'Humanité Rouge » devant les tribunaux de l'Etat bourgeois.

Comme on le voit, la bataille fait rage pour que vive et survive notre presse marxiste-léniniste. C'est une très grande bataille politique où doivent s'engager toutes nos forces, non seulement les C.D.H.R., mais aussi tous nos amis, tous nos lecteurs. C'est un combat contre la fascisation en cours, c'est une manifestation de la lutte de classes contre le capitalisme monopoliste d'Etat et ses laquais de tous bords.

En dépit de ce que peuvent penser quelques militants dans l'erreur, qui confondent « critique constructive » et « dénigrement sans principe », le bilan de « l'Humanité Rouge » est nettement positif.

Quel est donc ce bilan au terme de cette première année d'existence? Voyons d'abord ses aspects positifs :

Sur le plan politique, « l'Humanité Rouge » :

1) a contribué à la diffusion du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao-Tsé-Toung,

2) a mené des combats systématiques contre le révisionnisme, contre le trotskysme, contre leurs communes manifestations d'opportunisme, l'électoralisme,

3) a publié des documents fondamentaux du Parti Communiste Chinois, du Parti du Travail d'Albanie, des articles du Renmin Ribao ou du Zeri i Popullit, qu'aucun journal de la presse bourgeoise et révisionniste n'a évidemment jamais offerts à ses lecteurs,

4) a tenu une place honorable dans le combat internationaliste pour soutenir les luttes armées des peuples révolutionnaires, ceux du Viet-Nam et de Palestine en particulier,

5) a popularisé de nombreuses luttes ouvrières en soutenant tous leurs aspects positifs,

6) a publié de nombreux articles en faveur des travailleurs immigrés, des paysans travailleurs, des petits commerçants et artisans, a posé des problèmes capitaux comme celui du rôle politique de la femme ou celui de la question nationale en France,

7) a défendu sans concession les principes et œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline contre tous les détracteurs et sur tous les plans, idéologique, théorique, politique, historique,

8) a tenu des rubriques qui constituent un véritable « baromètre » de l'évolution de la situation comme « une semaine de lutte » et a ouvert largement ses colonnes à des lecteurs, travailleurs intellectuels ou manuels, soit par la publication de leurs articles, soit dans le cadre « La plume à nos lecteurs »,

9) a obtenu des interviews d'une haute signification politique (Mme Nguyen-Thi-Chon, le collectif de réalisation du film consacré à la guerre révolutionnaire du peuple laotien),

10) a aidé à la préparation concrète d'actions diverses : meeting à la mémoire d'Ho-Chi-Minh, pour le 25^e anniversaire de la révolution albanaise, manifestations pour la lutte contre la hausse du coût de la vie, soutien actif aux luttes dans les usines, dans les universités, à la campagne, etc...,

11) a développé des efforts théoriques sans les présenter comme des vérités irréversibles ou des dogmes souverains, mais en soulignant au contraire leur caractère de contributions destinées à ouvrir de larges discussions indispensables (en avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat),

12) a édité des textes d'une importance remarquable sous la forme de « suppléments » (Collaboration ou luttes de classes ? — Les deux premiers chapitres de « l'Histoire du Parti du Travail d'Albanie », etc...).

Sur le plan organisationnel, « l'Humanité Rouge » :

1) a appliqué avec succès le principe du président Mao de « compter sur ses propres forces ». Son autofinancement (vente et souscription) lui a permis de rejeter, sans la moindre hésitation, le recours à la publicité, piège des puissances d'argent et de la bourgeoisie ;

2) a suscité la constitution quasi spontanée de groupes de défense et de diffusion, les C.D.H.R. ;

3) est passé de 8 pages (n° 1 à 25) à 12 pages et a publié un numéro spécial de 16 pages, dont la diffusion de masse, s'est concrétisée par un progrès maintenu par la suite, de 2 000 numéros vendus en plus chaque semaine.

Voyons maintenant les aspects négatifs :

Sur le plan politique, l'Humanité Rouge :

1) a souvent reflété des luttes de ligne, sans parvenir à déterminer de façon solide et décisive, la seule et unique ligne juste. Ce fait tient à l'hétérogénéité des courants qui prétendent se rattacher à la pensée Mao-Tsé-Toung, mais qui en fait, en donnent des interprétations oscillant des confins du révisionnisme au labyrinthe de l'ultra-gauchisme, courants qui voient leur influence décuplée dans nos rangs, dans la mesure où les C.D.H.R. ne constituent pas une organisation de type léniniste (absence du principe du centralisme démocratique et recrutement non sélectionné). Les C.D.H.R. ne constituent en aucune manière un « Parti » et n'ont aucun lien organisationnel entre eux ;

2) est resté très insuffisant sur ce qui se passe en Europe occidentale (Italie, Allemagne, Belgique, etc...);

3) a sans cesse consacré une place notablement disproportionnée à la lutte (fort légitime certes) contre les dirigeants du Parti révisionniste par rapport à la lutte indispensable et fondamentale contre la politique du gouvernement de l'Etat des monopoles et des partis réactionnaires de la bourgeoisie ;

4) a négligé, ou presque, la lutte idéologique en n'accordant à la popularisation de la pensée Mao-Tsé-Toung, par des exemples vivants, qu'une place scandaleusement insignifiante ;

5) a sous-estimé gravement les problèmes spécifiques à la jeunesse (ouvrière, paysanne, intellectuelle)

en ne les abordant pratiquement jamais ;

6) est resté très en deçà des nécessités historiques actuelles dans la synthétisation des expériences militantes diverses, ne publiant qu'un nombre trop restreint de « bilans » dégagés de la pratique concrète (et bien entendu le comité de rédaction ne peut en aucune façon être tenu pour seul responsable en ce domaine, car il n'est pas en mesure « d'inventer » ce que ses correspondants de base omettent de lui transmettre. Les bilans remarquables de Nancy et de la Cifte-Lyon ont été entièrement rédigés par les camarades eux-mêmes).

Sur le plan organisationnel, « l'Humanité Rouge » :

1) a souffert de la faiblesse en nombre et en qualité d'un comité de rédaction composé de militants n'ayant jamais eu la moindre expérience de journalistes prolétariens. Dans la pratique, c'est un seul camarade, quelquefois aidé par un second (mais pas toujours) qui a la charge (politique et technique) de la mise en page et de la correction de « l'Humanité Rouge » ;

2) dans de nombreux cas, surtout à Paris, les C.D.H.R. ont souffert d'une composition sociale beaucoup plus soumise à l'idéologie petite bourgeoise qu'à celle du prolétariat. Le minimum de discipline qui n'exclut jamais la démocratie (au sens prolétarien et non social-démocrate) n'a pas toujours permis de surmonter de graves défauts. Par exemple, on a vu des C.D.H.R. décider de ne pas diffuser tel ou tel numéro, parce qu'un article ou même un simple passage d'article leur paraissait erroné. Résultat : tous les exemplaires transmis à ce C.D.H.R. sont allés au « bouillon ». Perte substantielle sur le plan financier et aussi, en dépit du « mauvais » article incriminé, perte politique certaine. C'est là vraiment une attitude erronée qu'il convient de corriger rapidement, même si nous ne pouvons invoquer dans les C.D.H.R. la discipline centraliste démocratique ;

3) les règlements sont restés trop lents, ou trop irréguliers et souvent incomplets. L'institution d'une ristourne aux diffuseurs (pour leurs C.D.H.R.) n'a absolument pas pu être décidée, car les pertes de rentrée vont quelquefois jusqu'à 50 % des exemplaires servis. C'est là une situation grave qui reflète une incompréhension politique tout à fait néfaste des questions d'organisation et de trésorerie. C'est encore une question de discipline et d'idéologie ;

4) ce défaut s'est trouvé encore plus néfaste en ce qui concerne les brochures éditées en supplément. C'est le poids de leur prix de revient qui constitue le compte le plus déficitaire du bilan financier de l'H.R. (de l'ordre de 35 000 F !).

En fait, ce bilan global reste positif, même s'il apparaît effectivement comme nécessitant d'urgentes et profondes corrections et améliorations.

Il y a un an, les marxistes-léninistes ne disposaient que de quelques feuilles régionales, ils ont maintenant un hebdomadaire de combat !

Le cap des 10 millions d'anciens francs a été dépassé avant le terme fixé pour la souscription nationale permanente. Nous publierons la semaine prochaine, à ce sujet, ce que nous ont écrit, il y a un mois, les camarades du C.D.H.R. de Noisy-le-Sec.

Pour conclure, nous voudrions fixer trois objectifs que seuls nos militants et amis peuvent nous permettre d'atteindre :

1) l'amélioration idéologique et politique du contenu de « l'Humanité Rouge ». Des appels multiples ont déjà été lancés dans ce sens. Les résultats restent insuffisants. Il y a encore de trop nombreux camarades, de trop nombreux C.D.H.R. qui sous-estiment l'importance de leur propre responsabilité sur le plan rédactionnel. Il y a aussi des correspondants qui s'indignent lorsque leur envoi n'est pas publié. Aux premiers, nous demandons des articles, aux seconds, nous demandons de comprendre que le comité de rédaction qui doit effectuer une sélection peut parfois se tromper, peut aussi ne pas se tromper, mais qu'il convient de réagir en vue de l'intérêt primordial du journal. Notre comité de rédaction « met la politique au poste de commande », c'est là l'essentiel, et s'il s'égare, alors c'est de critique constructive qu'il a besoin. Il est prêt à les recevoir et à reconnaître ses insuffisances lorsqu'elles sont correctement établies ;

2) Il nous faut envisager dès maintenant une formidable vente de masse pour le numéro spécial du 1^{er} mai 1970 (avec un nombre de pages augmenté à 16 ou même, si possible, 24). Cette vente aurait pour objectif un nouveau bond en avant de la vente globale de l'H.R. La bataille pour les 15 millions à la souscription nationale permanente (proposée par le C.D.H.R. de Noisy-le-Sec) ne peut qu'aider à cet autre objectif. Elle permettrait peut-être au surplus de passer à 16 pages !

Avant la fin de 1970, il nous faut avoir doublé (au moins) le nombre de lecteur de « l'Humanité Rouge » et imposé parallèlement son maintien contre les manœuvres de l'ennemi (pouvoir et révisionnistes).

Comité de rédaction et administration, C.D.H.R., lecteurs et amis, tous ensemble, nous gagnerons la grande bataille de « l'Humanité Rouge » !

En avant pour les 15 millions !

En avant pour les 16 pages dans 2 mois !

Soyons tous mobilisés au coude à coude et nous ferons ensemble de « l'Humanité Rouge » le grand et puissant journal français au service du marxisme-léninisme et de la pensée Mao-Tsé-Toung, luttant pour une république populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

En avant, pour les 15 millions

	Total précédent	101.417,90 F
C.D.H.R.	Fontenay	50 F
"	St-Maur	607 F
2 sympathisants	St-Maur	14 F
1 sympathisant	Dijon	3 F
C.D.H.R.	Le Mans	56 F
1 vieille militante communiste (février)	Versailles	17 F
C.D.H.R. Versailles Sud	Versailles	91,50 F
R.L. (février)	Var	10 F
Pour le premier anniversaire d'H.R.	Cannes	25 F
C.D.H.R.	Gap	120 F
"	Montpellier	50 F
Pour les mineurs du Limbourg	Bretagne	50 F
C.D.H.R. Lycée Paul-Valéry	Paris-12 ^e	10 F
"	Loudéac	20 F
" Marseille Lumigny	Marseille	100 F
" Rennes	Rennes	123 F
1 représentant lecteur de H.R.	Rennes	4 F
C.D.H.R. Norman Béthune (février)	Paris	200 F

(Suite page 7)

ÉDITORIAL (Suite de la page 1)

de ville en ville, deux nouvelles significatives « tombaient ». Au Laos, les troupes fantoches de Souvanna Phourma, culbutées par l'armée populaire dirigées par le front patriotique Néo Lao Haxhat refluaient en désordre, abandonnant la plaine des Jarres et les approches de la Capitale Royale Luang Prabang.

Au Guatemala, un kommando des Forces armées révolutionnaires enlevait le ministre fantoche des affaires étrangères, en pleine ville de Ciudad-Guatemala, et imposait, contre sa libération celle d'un des leaders révolutionnaires guatemalèques, détenu dans les geôles gouvernementales. Dans toute l'Amérique Latine, la tempête révolutionnaire s'amplifie. Pour un Camilo Torres, un Guevara, un Marighela qui tombent, des milliers de nouveaux combattants se lèvent, tirant les leçons des erreurs et des échecs. Dans plusieurs pays, comme la Colombie, les marxistes-léninistes ont désormais un rôle prépondérant dans la lutte armée populaire.

Les racines de l'arbre impérialiste américain sont plongées dans la terre de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique Latine. Si ses racines sont coupées l'arbre crèvera. Nixon le sait. Et Pompidou aussi...

Mais justement Pompidou est lui-même le représentant d'un impérialisme incomparablement plus faible et aux prises avec des difficultés encore plus graves. La tempête révolutionnaire de Mai 68 a certes pu être contenue, grâce à la conjonction du pouvoir et des appareils révisionnistes, du P.C.F. et de la C.G.T. Mais à quel prix !

De Gaulle a dû céder la place à une équipe de raccommodeurs politiques qui se sont efforcés de combler les voies d'eau et de ravalier autant que faire se pouvait, la façade de l'impérialisme français.

Limitant ses ambitions extérieures au bassin méditerranéen, il a effectué sans bruit un virage à 180° dans la plupart des autres domaines importants de la politique internationale, notamment en ce qui concerne l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et les rapports avec les U.S.A. Dans ce dernier domaine, dès le règne de De Gaulle, l'aspect « dépendance » à l'égard de l'impérialisme yankee l'emportait sur l'aspect « contradiction ».

En effet, en dépit d'initiatives tapageuses de la diplomatie gaulliste, la dépendance accrue à l'égard des monopoles yankees fut l'aspect principal des rapports franco-américains.

Depuis la chute de De Gaulle cet aspect a pris une telle importance que les contradictions qui subsistent encore ont tendance à s'estomper.

Disparaîtront-elles jusqu'à faire du pouvoir capitaliste français un simple vassal et un écho sonore de l'impérialisme yankee ?

Pour le moment, il serait prématuré — selon nous — de l'affirmer. Les divergences au sujet du Moyen-Orient n'ont pas disparu.

Dans cette région du monde, — comme d'ailleurs dans le Sud-Est asiatique et en Afrique noire, l'impérialisme français s'efforce de jouer les contradictions entre l'impérialisme yankee et le social-impérialisme russe, et de s'assurer ainsi une position « autonome ».

C'est la continuation, — limitée et étriquée, — de la politique gaulliste. De Gaulle, rappelons-le, ne mettait en cause le partage du monde entre les rapaces de Washington et de Moscou que parce qu'il n'était pas lui-même admis à la table des ogres tant que convive. Pompidou continue De Gaulle, avec les faibles moyens qui restent à l'impérialisme français, ébranlé jusque dans ses fondements par le printemps rouge de 1968. Il mène au Tchad sa « guerre du Vietnam du pauvre » et s'efforce de sauvegarder son emprise sur l'Afrique ex-française.

Mais la « nouvelle société » dont parle Chaban-Delmas est comme la « grande société » de Johnson. C'est un monstre mort-né.

Les capitalistes français, pour se refaire, voudraient faire régner l'ordre grâce à divers leurres : contrats de progrès, concertation, loi d'orientation, promesses aux agriculteurs... Las ! Tout se déglince avant même d'être en état de marche... Malgré le sabotage des luttes ouvrières par les centrales syndicales appointées par l'Etat des monopoles, les travailleurs se battent, souvent avec succès contre le patronat et l'Etat-Patron. Il n'est pas une région de France, pas une corporation qui n'ait connu, rien que depuis le début de l'année, des grèves avec occupation, « garde à vue » des patrons et cadres répressifs, et affrontements avec les C.R.S. et gardes mobiles.

Les étudiants et lycéens, dont la presse bourgeoise avait prématurément enterré la lutte courageuse, repartent eux aussi à l'attaque. L'introduction de la police dans le campus de Nanterre, loin d'être un coup de tonnerre dans un ciel sans nuages, intervient après diverses luttes estudiantines (droit, langues, médecine, etc.), dont certaines se poursuivent encore. Elle intervient surtout après

l'échec lamentable, irrémédiable, définitif de la « participation » chère à O. Guichard et son prédécesseur Edgar Faure.

De plus, les paysans, dont Pompidou s'était flatté d'avoir empêché la jonction avec les ouvriers et les étudiants au printemps 68 entrent à leur tour dans la lutte.

Dans le midi, de violentes manifestations ont opposé le 28 février les viticulteurs et les forces de police, notamment à Narbonne, Beziers, Montpellier, Draguignan, etc... Blessés... arrestations...

D'autres agriculteurs ont manifesté le même jour à Melun et dans la vallée du Rhône, bloquant ici la voie ferrée Paris-Marseille, là l'autoroute, ailleurs encore les bâtiments administratifs.

Il est remarquable à ce sujet que la presse bourgeoise minimise l'aspect principal de ces manifestations, l'inquiétude des petits paysans devant les menaces qui pèsent sur leur avenir au sein de la future Europe Verte, alors qu'elle insiste sur un aspect secondaire de ces manifestations : l'inquiétude de certains viticulteurs devant l'importation des vins d'Algérie, inquiétude exploitée par des démagogues fascisants.

Il est cependant évident que le problème du vin n'est pas fondamentalement différent de celui posé par d'autres productions agricoles. Le seul responsable de la crise c'est le système capitaliste qui, d'une part au temps du colonialisme, fit de l'Algérie, pays musulman, un pays exportateur de vin et importateur de produits alimentaires, et d'autre part, favorise aujourd'hui la spoliation accélérée de la petite paysannerie.

Un fait demeure. Le mécontentement paysan ne pourra plus être longtemps contenu par les promesses du ministre Duhamel, les manœuvres des gros exploitants dirigeants de la F.N.S.E.A. et celles des dirigeants réformistes ou révisionnistes du C.N.J.A. et du M.O.D.E.F.

Cette situation désespérée du capitalisme a les mêmes conséquences en France qu'aux U.S.A. : l'accroissement et l'extension de la répression. Ici, on déplace à 300 kms de son domicile un délégué C.F.D.T. cheminot « coupable » de s'opposer à des compressions de personnel. Ailleurs, on licencie des délégués C.G.T. ou C.F.D.T. honnêtes, on raffe et on bastonne diffuseurs de tracts et de journaux (en particulier l'Humanité Rouge). On arrête chez eux à l'aube des militants ouvriers, enseignants, étu-

dants, et on en inculpe quelques-uns en attendant mieux...

Face à cette situation, l'avant-garde révolutionnaire saura resserrer ses rangs et élever son niveau idéologique afin de faire front. Elle saura unir sous sa direction les larges masses du peuple travailleur de notre pays, organiser la riposte populaire et préparer l'assaut final contre le pouvoir des monopoles.

Le Camarade Mao Tsé-toung nous enseigne : « En fin de compte, le régime socialiste se substituera au régime capitaliste, c'est une loi objective, indépendante de la volonté humaine. Quels que soient les efforts des réactionnaires pour freiner la roue de l'histoire dans son mouvement en avant, la révolution éclatera tôt ou tard et sera nécessairement victorieuse ».

Le peuple travailleur de France, des U.S.A. et du monde entier fera en sorte que cela soit « tôt », le plus tôt possible.

Et Nixon et Pompidou, malgré l'optimisme de commande de leurs discours, savent qu'ils n'y peuvent rien.

Marcel JULIOT.

DERNIERE MINUTE :

A Nanterre comme à Montpellier avec les paysans (cf. plus haut) les flics ont goûté de la violence révolutionnaire, ils ont essuyé une râclée mémorable malgré l'aide des bandes fascistes. C'est depuis Mai 68 la lutte la plus violente contre les flics, cet affrontement direct contre l'un des piliers essentiels de la machine d'Etat capitaliste va sans aucun doute porter notre lutte à un niveau supérieur et annonce de nouveaux grands combats révolutionnaires. Les provocations des flics amènent la résistance, la résistance unit les étudiants autour des militants révolutionnaires comme elle unit autour des militants paysans les plus résolus la masse de petits paysans, la résistance fait échec aux provocations. Les réactionnaires ne peuvent rien contre cette logique. Aux militants de l'avant-garde d'être les meilleurs dans la lutte de masse violente contre les flics, à eux d'apprendre du combat et d'unir pour la riposte.

N.B. — Nous publierons la semaine prochaine un article sur les manifestations paysannes.

LIBÉREZ THIRIOT, FILOU, MARIE, BERNIER, REY !

Dans toute la France a commencé la lutte ardente pour la libération des marxistes-léninistes arbitrairement emprisonnés.

Inculpés de reconstitution du « Parti Communiste marxiste-léniniste de France », ces cinq militants ont été présentés devant un juge d'instruction de la Cour de Sécurité de l'Etat et écroués. Les voici donc en prison, comme de vulgaires cambrioleurs, criminels ou autres « droits communs » !

Nous sommes convaincus pour notre part que le procès voulu par le pouvoir sera l'occasion d'une bataille politique acharnée pour la libération et l'acquiescement pur et simple de ces camarades auxquels vont toutes nos pensées et nos sentiments de solidarité active. Nous savons aussi que dans leurs villes d'origine respective le « Secours Rouge » est organisé autour de leurs familles, moralement et matériellement. C'est en effet nécessaire. C'est tout un symbole que cette rencontre dans les prisons de l'état bourgeois d'un militant éprouvé, âgé de plus de 40 ans, ouvrier d'usine, courageux, unanimement estimé de tous ses camarades de travail, hautement représentatif de l'avant-garde révolutionnaire de notre classe ouvrière, avec quatre jeunes militants de 20 à 22 ans, étudiants, employés ou professeurs, également courageux et résolus. en-

thousiastes et dynamiques, hautement représentatifs de la glorieuse jeunesse de notre pays, celle qui est née à la lutte révolutionnaire au cours du printemps de 1968 !

Tandis que les dirigeants révisionnistes péroreraient abondamment à la télé ou à la radio, les marxistes-léninistes sont jetés en prison. Travailleurs, jugez vous-mêmes qui sont les véritables communistes, ceux auxquels le pouvoir accordent ses antennes ou ceux qu'il redoute au point de les embastiller ?

Que dans toute la France retentisse plus fort que jamais nos nouveaux et exaltants mots d'ordre :

Halte à la fascisation !

Le fascisme ne passera pas !

Front uni contre la répression !

Libérez Jean Thiriot !

Libérez Alain Filou, Patrick Bernier, André Marie et Bernard Rey !

A bas le capitalisme ! Vive le socialisme !

Note du comité de rédaction : Que nous soit immédiatement communiquée la relation de toute action organisée sous quelque forme que ce soit et où que ce soit en faveur des marxistes-léninistes emprisonnés afin que chaque action contribue par son exemple au développement de la lutte générale.

EN VENTE
A L'H. R. :

Disponible à l'Humanité Rouge :

— En avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat — 2 F (2,80 F contre envoi).

— La pensée Mao-Tsé-Toung, arme invincible (édition de Pékin) — 0,70 F (1,50 F contre envoi).

— Plate-forme des marxistes-léninistes sur le front étudiant — 0,50 F (0,90 F contre envoi).

— Vers l'effondrement total de l'impérialisme (recueils de textes de Pékin-Information, sur la crise politique, économique et financière — 1,50 F (2,30 F contre envoi).



FRONT OUVRIER

NIMES : FERMETURE DES PANTALONS "LE TORO"

630 CHOMEURS EN PLUS !

Le jeudi 5 février 1970, la société de confection ENFOUX (pantalons « Le Toro ») a fermé les portes de ses trois usines de Nîmes et de Sommières et a déposé son bilan.

Dans la région nîmoise, les principaux secteurs industriels sont les textiles, le bâtiment et la métallurgie. On y trouve un assez grand nombre de petites entreprises (moins de 100 ouvriers), qui sont durement touchées par l'actuelle concentration industrielle. Depuis un an les fermetures se succèdent et les chômeurs recensés sont passés de 2.900 à 3.900.

Les révisionnistes qui tiennent les mairies du coin se contentent de répandre des pleurs sur « des difficultés économiques de la région » et d'envoyer des délégations à la préfecture « mettre les pouvoirs publics en face de leurs responsabilités ». Pas question de mobiliser les masses, il ne faut surtout pas donner de la région l'image d'une pétaudière aux industriels qui sont susceptibles de venir s'implanter à Nîmes ou à Alès. Pour les révisionnistes du P.C.F., la solution au problème du chômage ne se trouve pas dans l'expropriation des patrons, mais dans l'aménagement du capitalisme, dans une exploitation capitaliste plus « rationnelle ».

Les marxistes-léninistes sont désormais les seuls à pouvoir dénoncer dans le chômage une tare inhérente au capitalisme, un fléau nécessaire au pouvoir des patrons, et à préconiser le vrai remède. Nos militants sont allés apporter leur aide aux ouvriers et au syndicat C.G.T. du Toro pour populariser le scandale, tout en essayant de faire sur la question des licenciements une propagande juste (voir leur tract).

L'affaire n'est pas terminée, une société nouvelle devant racheter les installations. Mais après dix jours de déclarations, de motions et de délégations des bonzes C.G.T., les ouvriers et la section C.G.T. de l'usine ont imposé une manifestation de rue. Nous vous tiendrons au courant.

Correspondant H.R. - Nîmes.

LE TORO FERME : 600 OUVRIERS A LA RUE !

— Jeudi dernier, la direction des usines Enfoux a averti son personnel qu'elle fermait l'usine le soir même pour déposer son bilan. Il s'agissait bien entendu d'un coup fourré : La direction avait gardé le silence jusqu'au dernier moment pour mettre les ouvriers au pied du mur et pour que le syndicat C.G.T. de l'entreprise ne puisse « parer le coup ». Cette même direction qui ose accuser le syndicat d'avoir « tout gâché » par manque de collaboration ! NON, ce ne sont pas le syndicat et les ouvriers, en défendant la maigre part qui leur était distribuée sur toute la richesse que produisait leur travail, qui ont précipité la chute du TORO.

Ceux qui ont précipité la chute du TORO, ce sont les gros bonnets dont les capitaux placés dans l'affaire s'engraissaient de la sueur des ouvriers. Un beau jour, ils ont découvert que ces capitaux pouvaient rapporter da-

vantage ailleurs. Alors, l'entreprise a été décrétée non rentable. On ferme ! Que les ouvriers aillent se faire exploiter ailleurs.

Ce scandale est courant. Dans notre région depuis un an on a assisté à la fermeture de plusieurs usines, à d'importants licenciements dans d'autres :

— fermeture de MARTIN MONNIER (métal) 50 ouvriers.

— fermeture de PELLAT FINET (papier) 120 ouvriers.

— licenciements à DELOUSTAL (50 ouvriers), MIDI TEXTILE (25 ouvriers).

Dans le bâtiment chez ASTRE, PREBA, etc.

En ce moment même, les établissements CHARLEMAGNE sont en train de fermer à Nîmes, la banque TEISSONNIERE d'Alès risque d'entraîner dans sa chute plusieurs entreprises régionales.

Que les capitalistes se mangent entre eux à la façon des requins, cela nous importe peu. Ce qui est grave, c'est que ce sont les travailleurs qui en font les frais. Gageons que Monsieur ENFOUX, en dépit de ses « difficultés financières » actuelles, a eu le temps de mettre de côté de quoi goûter une retraite confortable. Peut-on en dire autant des 600 ouvriers dont le salaire suffisait à peine aux besoins quotidiens et qui du jour au lendemain perdent tout ce qui était leur gagne-pain ?

Tant que durera la mainmise d'une poignée de capitalistes sur les usines, sur les instruments de production, les intérêts de la majorité des travailleurs seront sacrifiés pour le profit d'une minorité d'exploiteurs. Il n'y a pas de solution au problème des licenciements et du chômage dans le cadre de la société capitaliste. La seule façon de supprimer l'anarchie de la production capitaliste, les faillites, les crises, le gaspillage, et de faire que les usines produisent en vue de satisfaire les besoins du peuple et non les profits des capitalistes, c'est d'exproprier les capitalistes, c'est de rendre les ouvriers maîtres des usines et des instruments de production. Alors sera possible l'organisation socialiste de la production.

Lorsque ils occupent leurs usines, les ouvriers ne manifestent-ils pas à leur façon le sentiment que celles-ci leur appartiennent, que les machines qui s'y trouvent ont été suffisamment payées par la sueur de générations d'ouvriers ? Le travail des ouvriers n'est-il pas la seule source de l'accumulation du capital qui a permis d'acheter ces machines ?

POUR SUPPRIMER LES LICENCIEMENTS ET LE CHOMAGE :

EXPROPRIONS LES PATRONS...

SUPPRIMONS LE CAPITALISME.

Les diffuseurs de l'HUMANITÉ ROUGE de Nîmes expriment leur soutien à la juste lutte des ouvriers de chez ENFOUX et à leur section syndicale C.G.T., pour l'unité de tous les travailleurs face au patronat.

IVRY :

BILAN DE LA GRÈVE A LOOKEED

Le trust Lookeed DBA se place dans le peloton de tête des plus importants exploiters en France. L'usine Lookeed d'Ivry fabrique des pièces destinées aux freins de voitures. Sur 400 ouvriers environ, la grande majorité est constituée d'OS et de manœuvres, d'immigrés et de très jeunes français (parfois moins de 18 ans) ; le reste est constitué de régleurs, contrôleurs, P1 et P2, pour la plupart français. L'usine est réputée pour être l'une des plus dures de la région : des salaires de famine (OS 2 : taux horaire 3,53 F et avec boni 4,55 F) ce qui oblige chacun à travailler au boni d'où des cadences très dures. La C.G.T. est le plus important des 3 syndicats dans la boîte (F.O. et C.F.D.T.), mais est très peu implantée chez les O.S. et les manœuvres. Il existe des liens très étroits entre les travailleurs immigrés.

Début février, les régleurs entrent en grève : le patron répond à leur revendications en abaissant le boni sans augmenter suffisamment le salaire. A la base les OS et les manœuvres se préparent : une pétition, partie de la base, circule dans laquelle ils déclarent qu'ils sont prêts à rentrer en lutte eux aussi, si les régleurs n'obtiennent pas satisfaction ; La C.G.T., elle, dans un tract, « avertit » les gars que les régleurs font grève et « les prévient des conséquences que cela pourrait avoir » ! pas de mobilisation, pas d'appel à la lutte, à l'extension de la grève, non, elle se contente d'« avertir » !...

Nous distribuons un tract (tract n° 1) dans lequel nous soutenons les régleurs et nous appelons à l'unité dans la lutte de toutes les catégories de l'usine et en particulier des OS et des manœuvres, les plus exploités. Mais pour la C.G.T. cet appel à l'unité de classe, est gauchiste ! Certains pontes révisos n'hésiteront pas à arracher de la main des ouvriers les tracts : est-ce par peur que les idées justes ne pénètrent ? « les travailleurs immigrés ne savent pas lire » dit l'un d'eux témoignant ainsi son mépris des masses.

Le patron lui aussi craint vivement l'extension de la grève il cède alors rapidement devant les régleurs qui obtiennent ainsi 50 centimes. Chez les OS et les manœuvres cela remue dans les ateliers, beaucoup réclament une réunion que la C.G.T., sous la pression de la base, doit accorder. Ils y décident de leurs revendications, dont :

— 50 centimes comme les régleurs ;

— 10 jours de congé (à leur compte) en plus des 4 semaines payées, pour les travailleurs immigrés (récupération de leurs voyages). Ils sont bien décidés à faire grève s'ils n'obtiennent pas satisfaction. Nous distribuons un tract (tract n° 2) dénonçant les divisions et appelant à s'unir autour de ces justes revendications.

Le patron répond alors en lâchant... 8 à 11 centimes selon l'ancienneté : Les ouvriers n'admettent pas qu'on se foute d'eux, la grève est décidée !

Le comité de grève cependant est composé de délégués de la C.G.T. et du comité d'entreprise ; un ponté de l'U.L. vient parler à la sortie... pour glorifier la C.G.T., attaquer les « gauchistes », et prôner le passage pacifique. Mais les ouvriers, eux, jugent sur des actes et la fin de la grève leur montrera bien la valeur de ce beau discours !

Nous distribuons, tout au début de la grève un tract (n° 3) de soutien à la lutte, appelant au renforcement de l'unité au contrôle par la base du comité de grève, et proposant de populariser ensemble leur lutte.

Certes au début la C.G.T. appelle à la grève ; il faut bien récupérer le mouvement de la base mais voyons comment ils l'organisent : Chacun reste chez soi, il n'y a ni mobilisation ni occupation : le patron en profite pour sortir des machines. Alors à la C.G.T., pour quelques-uns, c'est la panique : vite, il faut faire reprendre le boulot ! Riposter classe contre classe, mener une lutte résolue, prolétarienne ? vous n'y pensez pas ! (comme nous dira en substance un délégué : « ne venez pas jeter de l'huile sur le feu, on a assez d'ennui comme ça » !)

Et après une semaine de grève, alors que la grève s'effiloche parce que non organisée et trahie (certains à la C.G.T. expliquant que « le patron a des difficultés » (!), la reprise est décidée pour 19 centimes !

QU'ELLES LEÇONS TIRER DE CETTE GREVE « (tract n° 4)

1) le patron a tout fait pour diviser (isolant la lutte des régleurs en acceptant rapidement leur revendication, en répondant aux revendications unitaires des OS par quelques centimes « hiérarchisés selon l'ancienneté...)

pour intimider en profitant du fait que l'usine n'était pas occupée pour retirer des machines et, après la grève, en s'efforçant de faire prendre leur compte aux ouvriers les plus combattifs, par des vexations...

2) Il a été puissamment aidé en cela par certains à la C.G.T. :

l'unité de tous dans l'usine, repoussée lors de la grève des régleurs, unité à la base qui aurait pu permettre une grève avec occupation, la mobilisation de tous montrant au patron la résolution de la lutte et à tous les ouvriers leur force, cette unité de classe, ce n'est pas la C.G.T. qui la fera naître et cela beaucoup de travailleurs l'ont compris dans la lutte.

3) Cette unité à la base s'obtient dans la lutte, mais elle ne peut être renforcée que par l'organisation des ouvriers d'abord dans des comités de base, étapes vers la création d'un nouveau syndicat unitaire de lutte de classe.

4) L'attitude de la C.G.T. locale démontre clairement que la classe ouvrière ne pourra être unie sur des justes positions de classe que si des comités de base, premiers embryons du Syndicat Rouge, s'appuient fermement sur les catégories les plus exploitées dans l'usine, que si les travailleurs français et immigrés y sont étroitement unis, que si la plus large démocratie prolétarienne, permettant la critique et l'autocritique y règne. Le syndicat redeviendra alors la grande école qui aidera à renverser les exploiters.

— VIVE L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

— CREONS DANS TOUTES LES ENTREPRISES DES COMITES DE BASE, PREMIERE ETAPE VERS LA RECONSTRUCTION D'UNE CENTRALE SYNDICALE ROUGE !

— A BAS LE CAPITALISME ! A BAS LA DICTATURE DU CAPITAL !

— VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

C.H.R. E. Pottier - Ivry.

CHEMINOTS :

LA S.N.C.F. SAUVE LES MEUBLES LES BONZES PERDENT LA FACE

Les cheminots viennent de faire une grève de plus, manifestant de façon éclatante leur combativité face à l'Etat-patron et ses grands commis de la direction S.N.C.F.. Encore une fois, cette combativité a été trahie par les manigances des bonzes.

Mais chaque trahison, en les démasquant un peu plus, augmente les contradictions entre eux et leurs bases respectives et les dresse les uns contre les autres en un combat de chiens dont les travailleurs ne manqueront pas de tirer de nombreux enseignements.

Le mécontentement des cheminots devant les manœuvres dilatoires de la direction de la S.N.C.F. (plusieurs reculs successifs des négociations avec les Fédérations sur la durée du travail, les effectifs, les salaires, etc...) était sensible dès le début du mois de février. Des mouvements locaux avaient déjà éclaté dans plusieurs grands centres et la contagion menaçait.

Instruits par l'expérience, les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. décidèrent donc de prendre les devants. A la base, les militants actifs de certains syndicats, notamment dans la région Ouest (Achères, St-Lazare, Montparnasse, etc...) reçurent le feu vert et déclenchèrent l'action dès la nuit du 16 au 17 février.

Le mouvement gagna rapidement les régions Sud-Est et méditerranéenne, puis, le 18, l'ensemble de la S.N.C.F.

Les dirigeants des autres centrales, C.F.D.T. en tête, crièrent « au viol ! », à la rupture du « Front Commun », etc... Incapables d'enrayer le mouvement, en raison de leur position minoritaire, et surtout du mécontentement de leur propre base, ils manœuvrèrent pendant deux jours.

Le 20, de nombreux syndicats importants de la C.F.D.T. rallièrent le mouvement. Mais dès le 18, de nombreux militants C.F.D.T. et aussi F.O. et F.G.A.A.C. s'étaient joints à la lutte.

La position de la C.F.D.T. est difficile : depuis Mai 1968, elle a recruté de nombreux jeunes cheminots, essentiellement sur la base de la condamnation de l'attitude contre-révolutionnaire des Ségué et consorts.

Mais les affirmations « révolutionnaires » de la Direction C.F.D.T. ne sont que pure démagogie. Son empressement à signer les contrats de progrès, à l'E.G.F., chez Berliet et ailleurs montre aux yeux des masses que les dirigeants de la C.G.T. « gauchissent » leur attitude, comme à l'E.G.F., en refusant de signer le contrat de progrès, ou comme à la SNCF en lançant seuls la grève et voilà nos dirigeants réformistes de la C.F.D.T. dans une fâcheuse et réjouissante posture !

Quant à F.O., la F.G.A.A.C. et les autres groupuscules syndicaux, leur influence sur les événements fut nulle et nous n'en parlerons donc pas.

La brillante tactique de Massabieaux et Cie aboutit cependant à un résultat inattendu. Le 20 février, les uns après les autres, les syndicats C.F.D.T. lançaient l'ordre de grève sous la pression vigoureuse de leur base, et enjoignaient à leur Fédération de ne signer aucun accord qui ne comprendrait pas notamment un calendrier précis pour le retour rapide aux 40 heures et une garantie quant aux compressions d'effectifs.

Or, si les bonzes C.F.D.T. voyaient cette évolution la mort dans l'âme, ceux de la C.G.T. n'étaient pas moins embarrassés.

La grève lancée à leur instigation avait pour but, non de faire triompher les revendications des cheminots mais, (comme lors du référendum E.G.F.) de faire reconnaître la C.G.T. comme interlocuteur privilégié du pouvoir et de la Direction, et de redorer son blason aux yeux des travailleurs.

Un trop grand succès de la grève risquait de faire tâche d'huile et de tourner à l'épreuve de force entre travailleurs et Etat-patron.

En outre, l'existence dans la corporation des cheminots d'une avant-garde révolutionnaire solidement implantée et liée aux masses rendait vraisemblable une éventualité que les révisos et les réformistes craignent par dessus-tout : que la grève échappe à leur contrôle. Enfin, la proximité des élections cantonales du 8 mars, souci n° 1 des dirigeants révisionnistes, leur commandait de tout faire pour ramener le calme et l'ordre.

Mais les dirigeants C.G.T. et CFDT ne pouvaient prendre eux-mêmes la responsabilité de briser la grève. La pression de la base était trop forte.

C'est pourquoi sa suffisance, Georges Ségué, décidément voué aux besoins les plus salissants, jetait l'autorité de la C.G.T. dans la balance.

Parlant le 20 mars au soir à Europe 1, Ségué déclarait :

« Je pense, pour ma part qu'il y a peu d'espoir, dans les circonstances immédiates d'imposer à la SNCF des concessions supplémentaires présentement, notamment en raison de la position des autres organisations, et qu'il faut conserver intacte l'unité des cheminots et des fédérations syndicales pour la suite à donner à ces problèmes ».

Cela revenait à dire aux cheminots : « arrêtez la grève, vous n'obtiendrez rien de plus ! ». Et ce au moment même où, la grève s'étendant, la Fédération C.F.D.T., allait être contrainte, bien malgré elle, à lancer elle-même l'ordre de grève.

Soulignons que C.G.T. plus C.F.D.T. égale 85 % des cheminots de la base et plus de 50 % de la petite maîtrise. Bien sûr, il s'agit là de chiffres électoraux, et bien des électeurs C.G.T. ou C.F.D.T. ont perdu toute illusion sur les organisations auxquelles ils donnent leur voix. Mais ces cheminots sont précisément ceux qui sont à l'avant-garde des luttes. Et, ainsi que nous l'avons indiqué, bien des adhérents de F.O. et de la F.G.A.A.C. avaient eux aussi rejoint la grève.

La prise de position de Ségué, secrétaire de la C.G.T. et membre du bureau politique du P.C.F. avait force de loi pour de nombreux cadres syndicaux honnêtes mais non encore démystifiés.

Pour d'autres militants, elle signifiait clairement que pour cette fois encore « tout était foutu ». La grève était dès lors condamnée.

Les dirigeants réformistes de la C.F.D.T., un moment débordés, pouvaient se permettre de faire reprendre le travail à ceux de leurs adhérents en grève, en s'abritant derrière Ségué : « Sans la C.G.T., nous ne pourrions pas poursuivre la grève. La C.G.T. nous a poussés à la grève, et, après nous avoir mis dans le bain, organise elle-même la liquidation de la grève. »... etc.

Dès lors, en effet, la grève fut liquidée en 24 heures. Non sans bavures. Dans plusieurs centres importants de l'ouest, du sud-est et de la Méditerranée notamment, de violents incidents ont mis aux prises cheminots et dirigeants révisionnistes des syndicats C.G.T.

A la C.F.D.T., le malaise n'est pas moins grand. De nombreux adhérents et sympathisants de cette fédération critiquent en termes violents la signature de l'accord du 23 février. Ainsi le syndicat des Cadres C.F.D.T. de Marseille, dans un tract distribué le 26 février, indique :

« Au cours de son Assemblée générale du vendredi 20 février, notre Syndicat (Exécution, Maîtrise et Cadres) a donné un avis défavorable à la signature d'un accord. Trois jours après, on apprenait qu'après une ultime négociation, la Fédération des Cheminots C.F.D.T. avait signé l'accord.

Chaque cellule de l'organisation s'étant prononcée librement, ayant librement donné son avis, il reste aujourd'hui que la loi de la majorité a joué.

La décision finale étant prise, nous nous inclinons mais la lutte n'est pas pour autant terminée : il nous reste à améliorer ce qui existe.

Derrière la réserve des termes employés, perce l'hostilité aux accords de capitulation passés par la Fédération C.F.D.T. Cette situation est loin d'être particulière à Marseille...

LES ACCORDS DU 23 FEVRIER ? DU VENT !

La S.N.C.F., dans une note intérieure, datée du 13 février indiquait au sujet de la programmation de la réduction du temps de travail :

« La Direction ne peut accepter de préciser à l'avance toutes les échéances, compte tenu des impératifs que constituent pour elle le redressement budgétaire de l'entreprise, et le maintien de sa compétitivité dans l'avenir. »

L'accord du 23 février accorde une réduction totale de 1 h 30, au 1^{er} novembre 1970, mais ne prévoit rien pour 1971.

Cela veut dire que les 40 heures sont remises aux Calendes grecques. La S.N.C.F. a donc maintenu sa position. Dans la même note intérieure, la S.N.C.F. prévoyait le 13 février : « une augmentation de la masse salariale de l'ordre de 6 % ». Pour toute l'année 1970 l'accord du 23 février prévoit une augmentation de 7,40 % dont 3,40 % au 1^{er} avril, 1,40 % de plus pour 3, 4 ou même 5 jours de grève. La S.N.C.F. a procédé à un recul limité et tactique. Mais les réserves des cheminots sont tellement amputées que la voilà tranquille, du moins le croit-elle, pour un moment. En effet, pour les roulants, ou pour les cheminots sédentaires de nombreux centres qui ont fait grève en septembre 69 et depuis, les pertes de salaires sont considérables en regard des résultats obtenus.

La S.N.C.F. a en outre fait quelques promesses quant aux conséquences des compressions d'effectifs, de la modernisation, etc... Elle était d'autant plus décidée à donner de telles « garanties », qu'elle savait fort bien que cela ne l'engage à rien. Sans rapport de forces favorables aux travailleurs, les « engagements » de l'Etat patron sont autant de chiffons de papier. La fédération C.G.T., à l'inverse des autres fédérations, n'a pas signé les accords. Argalon, secrétaire fédéral adjoint, a déclaré qu'elle entendait « garder les mains libres ». Les mains libres pour faire quoi ? Le résultat le plus tangible de ces accords sera sans doute de rendre



plus difficile les luttes des cheminots contre des mesures locales de compression de personnel, de non-attribution des congés, etc...

LES CHEMINOTS N'ONT PAS DIT LEURS DERNIERS MOTS !

Mais Fédérations syndicales et Etat patron seraient mal avisés de croire qu'ils en ont fini avec la combativité des cheminots.

Les travailleurs du rail ont été les premiers en France à organiser à l'échelle nationale leur unité combattive à la base, pour l'action, par dessus les barrières artificielles édifiées par les divers appareils syndicaux. Ce n'est pas un hasard.

Les cheminots ont montré qu'ils osaient lutter. Ils ne se laisseront pas duper par le pouvoir et les bonzes de tout poil, en gilets rayés.

Les accords du 23 février vivront peut être plus que l'espace d'un matin, mais, comme les roses, ils seront fanés avant l'automne. Les cheminots au premier rang desquels ceux déjà organisés au sein de l'avant-garde, feront le nécessaire pour qu'il en soit ainsi, en renforçant leur unité à la base, pour l'action.

A peine sèche l'encre des accords de collaboration de classe signés par les organisations syndicales de cheminots (C.G.T. exceptée), la Direction S.N.C.F. passait à la répression.

Dans la matinée du 27 février, elle faisait connaître aux échelons administratifs inférieurs que les absences pour grève seraient considérées comme « absences irrégulières » et lourdement sanctionnées comme telles, le « préavis » n'ayant pas été déposé.

La C.F.D.T. et les autres organisations minoritaires auront des comptes à rendre à tous les cheminots, à commencer par leurs propres adhérents, pour leur capitulation (une de plus !) qui a encouragé la S.N.C.F. à reprendre le gros bâton.

Mais la C.G.T. ne sort pas grandie de l'aventure. En brisant l'élan gréviste le 20 au soir, Ségué, bientôt suivi par l'appareil P.C.F. de la Fédération C.G.T. porte une responsabilité écrasante dans la contre-offensive de l'Etat-patron.

Camarades cheminots, le préavis a été balayé en Mai 1968, ne laissons pas la S.N.C.F. le réintroduire par la petite porte ! Ne nous laissons pas diviser par les manœuvres des appareils syndicaux intégrés.

Face à la répression de la S.N.C.F. opposons un front uni et résolu, et préparons dès maintenant la riposte.

MARSEILLE : UN DOCKER MORT... UN PORT PARALYSÉ !

Le 24 février, un docker est mort sur le port de Marseille. « Accident de travail » ? Non ! Assassinat répondeur les dockers. L'avidité des patrons les entraîne à violer cyniquement les normes de sécurité, même au prix de la vie des travailleurs. Le lendemain, les dockers ont observé une grève de 24 heures pour protester contre la mort de leur camarade. Fait nouveau, les employés de bureau de la C^{ie} Fraissinet-Fabre ont observé une grève d'une heure, par solidarité avec les dockers. Les patrons n'en sont pas encore revenus. C'est que depuis Mai 68, le Comité d'Action Etudiants-Travailleurs du port a beaucoup aidé, par ses tracts

et affiches à la prise de conscience et à l'élévation de la combativité de l'ensemble des corporations représentées sur le port de Marseille. Liés aux masses, malgré l'hostilité agissante des bonzes syndicaux, ses militants expriment de façon de plus en plus claire la volonté de lutte et les aspirations des travailleurs du port. Un tract a été distribué le 25 février à des milliers d'exemplaires, et bien accueilli partout.

Quant aux bonzes, entre les élections cantonales et la chasse aux « gauchistes », il ne leur reste que bien peu de temps... Les travailleurs se passeront d'eux !

TOULOUSE : LA LUTTE A SUD-AVIATION

« Les masses populaires sont douées d'une puissance créatrice illimitée. Elles sont capables de s'organiser et de diriger leurs efforts vers tous les domaines et toutes les branches dans lesquels elles peuvent déployer leur énergie ».

P.L.R. p. 135

cf. n° 38.

Rappelons brièvement les faits :

Le 1 décembre 1969, 2 000 machinistes horaires décident la grève illimitée. Cette décision est adoptée à la majorité en assemblée générale et en dehors des organisations syndicales. Ces dernières, poussées par la C.G.T. déchaînée et pleine de rage, firent refaire le vote. En fait, nous devrions dire les votes puisqu'il y en eut six successifs, jusqu'à ce qu'une majorité écoeuvée se prononce en faveur d'une grève tournante.

Mais 250 travailleurs des machines-outils de St-Eloi (il y a trois usines séparées les unes des autres géographiquement : St-Martin, Blagnac et St-Eloi) maintiennent UNANIMEMENT leur ordre de grève illimitée.

Elle durera 32 jours.

Cette grève sera organisée et menée par un comité de grève dont tous les membres ont été choisis par les travailleurs en lutte.

Toutes les actions « dures » (d'après les patrons syndicaux), c'est-à-dire :

— Meeting d'information à la population toulousaine.

— Manifestation le 17 décembre devant la mairie.

— Distribution massive de tracts.

Le point le plus important peut être :

— Liaison réalisée avec l'usine des produits chimiques (ONIA-APC), qui est la plus importante après Sud-aviation, menacée de 700 licenciements et de fermeture totale à plus ou moins courte échéance. Ils ont organisé des meetings de soutien communs.

Sont dus à ce comité de grève :

Le tract qui est distribué est la dernière de leurs manifestations. Nous espérons et souhaitons longue vie à ce comité, à l'esprit qui l'a animé et anime encore, les travailleurs de Sud-Aviation.

Ce tract a entraîné, dès sa parution des réactions diverses des bonzes syndicaux. La C.G.T. a sorti le lendemain un tract que nous essaierons de communiquer aux lecteurs d'H.R. « essayer » : Pourquoi? Celui-ci a été distribué à tous ceux qui étaient « capables » de l'apprécier, doctes pas particulièrement aux éléments avancés.

Un de nos sympathisants avait réussi à en avoir un, mais dans une juste colère, après avoir lu les insultes qui y étaient écrites, l'a déchiré en trop petits morceaux pour pouvoir être reconstitué.

C.D.H.R. Joseph Staline.

(1) Il s'agit de la C.G.T. Elle a donc dès le début saboté la grève illimitée pour tous les horaires (votes successifs). A « omis » de faire le lien entre tous les travailleurs sur le plan même de Sud-Aviation : c'est le comité de grève qui s'en est chargé. Les travailleurs ont tous remarqué qu'ils étaient prêts à accepter des miettes au lieu de rester fermes pendant ces 32 jours.

Extrait du tract des machinistes

(...) Nous voulons rappeler qu'un syndicat dès le premier jour du conflit a publié son opposition à la grève illimitée et totale. Ces représentants ont défendu avec abnégation totale cette position, ayant le courage, il leur en a fallu, rendons leur cet hommage, de lutter à contre courant durant tout le conflit. Ne voulait-on pas nous faire changer de moyens de lutte au bout de trois semaines alors que la direction restait intransigeante ! Nous pensions qu'après la grève et devant le résultat obtenu, somme toute positif, ce syndicat saurait humblement reconnaître son erreur, il n'en est rien.

Au moyen de tracts réservés à ces seuls adhérents, mais qui nous sont parvenus, il lance des accusations infamantes. Tous les machinistes sont unanimes pour refuser l'appellation douteuse de gauchistes donnée à des travailleurs qui ont lutté de toutes leurs forces pour faire aboutir de justes revendications. Faut-il traiter de gauchistes, des grévistes qui n'ont écarté aucun des leurs durant les prises de décision, qui ont écouté tous les conseils, mais qui n'ont pas accepté à la tête de leur mouvement de représentants qui ne soient pas machinistes.

La mésentente existant parfois entre les trois syndicats, ne saurait nous faire favoriser la soi-disant formation d'un syndicat « maison ». Les « purs » des machines-outils ne sont pas à vendre ! Que l'on ne vienne surtout pas nous traiter d'anti-syndicalistes, cela serait une erreur supplémentaire.

Dans un syndicat digne de ce nom nous pensons que les travailleurs ont leur mot à dire. Les mots d'ordre ne sont pas le fait unique des centrales. Un délégué doit savoir s'appuyer sur

cette union, venue de la masse la diriger, la conseiller de son expérience comme ont su le faire certains que nous remercions ici bien qu'au départ aucune centrale n'osait parer notre conflit qui ressemblait à une grève catégorielle.

Puisque nous avons ébauché le chapitre des remerciements qu'il nous soit permis de les adresser sincèrement à nos camarades mensuels et horaires qui nous ont aidés pécuniairement et en particulier en participant à la lutte, de tenir jusqu'au bout.

C'est de cette unité dans le combat pour des revendications justes qu'il faut nous réjouir et puiser des forces nouvelles pour rester vigilants afin de ne pas avoir à engager d'aussi durs combats à l'avenir.

Pour mémoire voici les résultats obtenus :

— Relèvement du taux d'affûtage comme à l'ensemble des horaires avec une fourchette systématique à tous les machinistes au 1-1-70, ce qui approche les 0,50 demandés au départ du conflit.

— Prime d'équipe : relèvement pour les 2-9 de 1,50 F par jour environ.

— Déblocage des essais professionnels.

— Reclassement le mois suivant l'essai (avec fourchette supplémentaire pour le contingent d'essais en retard de 1969).

— Possibilité pour les ouvriers des grosses machines (St-Eloi) de satisfaire à un essai adapté sur la machine même.

— Deuxième demi-heure de réduction compensée du temps de travail hebdomadaire au 1^{er} juillet.

— Chaussures anti-dérapantes.

— Mise en place d'une aération et climatisation à Blagnac.

MONTRouGE : BILAN DE LA GRÈVE A LA COMPAGNIE DES COMPTEURS

Situation à l'usine :

C'est une grosse usine (4 500 personnes dont 2 600 travailleurs à la production) qui dépend de la Banque de Paris et des Pays-Bas (O.P.E. avec Schlumberger actuellement : on en connaît le résultat en avril) et à de nombreuses filiales en provinces et à l'étranger. La production est très diversifiée : pour l'essentiel, compteurs d'électricité (1^{er} producteur dans le monde), compteurs d'eau, compteurs à gaz.

Le paternalisme y règne : comme dans beaucoup de boîtes, primes et rallonges à la tête du client, feuilles de paye incompréhensibles, rôle du Centre d'Apprentissage.

En raison de ce paternalisme, (ce n'est pas la seule cause), la combativité a toujours été assez faible à la Compagnie des Compteurs : les syndicats (C.G.T., C.F.D.T. et C.G.T.-F.O. tenue par les trotskystes de L.O.) y sont peu implantés.

Depuis Mai 1968, la situation change, la combativité monte : Mai 1968, grève « dure » avec occupation par une cinquantaine de grévistes (première grève importante depuis 1953).

Octobre 1969 : grève-bidon organisée par la C.G.T. Mais un nouveau fait apparaît : quelques mouvements isolés à la base entre syndiqués et non syndiqués qui s'éteignent faute d'organisation et de soutien.

7, 8 et 9 février : 400 travailleurs sont en grève pendant trois jours et tiennent malgré les manœuvres de la C.G.T.

Leur revendication : 200 F pour tous.

Pour la première fois, il s'agit d'une lutte pour une revendication claire, précise et UNITAIRE :

— 200 F pour tous face aux hausses, à l'offensive patronale.

— 200 F pour tous : augmentation la même pour tous, l'augmentation en % proposée par les patrons et appuyée par la C.G.T. ne peut que favoriser les salaires les plus élevés et diviser les travailleurs.

Malgré la détermination des travailleurs en lutte, la grève n'a pas atteint son objectif : le patron n'a pas cédé. C'est un échec de ce point de vue. Il faut en analyser les raisons. Mais il y a aussi des points positifs à analyser et à renforcer.

POINTS NEGATIFS :

— Beaucoup de travailleurs ne se sont pas mis en grève. Cela tient en partie au grand nombre d'employés et de cadres (presque autant que de travailleurs).

Beaucoup d'ouvriers ont peur de se faire repérer par les chefs, ou de perdre quelques jours de salaires pour rien : cela est dû à l'influence dominante de l'idéologie bourgeoise (paternalisme qui entretient l'individualisme et la division chez les travailleurs) et au manque de confiance, à la démobilisation entretenue par les révisionnistes. Les femmes, en particulier, se montrent peu combattives.

— Ce sont les jeunes (issus du Centre d'Apprentissage) qui se montrent les plus combattifs : il y a une coupure entre les jeunes qui veulent lutter et les vieux travailleurs que les pratiques démobilisatrices de la C.G.T. ont découragés.

— La C.G.T. fait tout pour briser la grève : A la C. d. C., sa tactique est de gagner les cadres, très nombreux : c'est pourquoi elle est favorable à l'augmentation en % et ne parle d'augmentations non hiérarchisées que contrainte et forcée. Au cours de cette grève, elle tente de masquer la revendication unitaire de 200 F pour tous sous d'autres revendications (« échelle mobile », abaissement de l'âge de la retraite, etc.).

Dès le début de la grève, elle insiste sur la proportion relativement faible des grévistes et cherche à décourager les travailleurs les plus hésitants. Puis elle passe aux actes : refus de reconnaître le comité de grève qui s'est constitué au second jour de grève, certains délégués C.G.T. reprennent le travail, entraînant avec eux les moins déterminés.

POINTS POSITIFS :

— Beaucoup de travailleurs prennent cette fois clairement conscience du rôle de traitres et de briseurs de grève joué par les révisionnistes : cela se passe chez les grévistes et dans les rangs même de la C.G.T. (démission d'un délégué).

L'illusion de l'unité syndicale a fait son temps pour certains parmi les travailleurs les plus combattifs qui comprennent qu'il faut désormais s'organiser à la base, en dehors des syndicats et faire échec à leurs manœuvres.

— Les jeunes, sortis récemment du Centre d'Apprentissage et qui refusent l'idéologie qui leur a été inculquée (respect de la hiérarchie, différence entre « blouse blanche » et « blouse bleue »...) jouent un rôle décisif dans la conduite de la grève. Un grand pas sera fait quand ils réussiront à s'unir avec les travailleurs qui ont l'expérience de la lutte.

— Il y a un début d'organisation qui dépasse le cadre syndical :

a) A la base dans certains ateliers :

Exemple, aux Liquides divers, l'unité de lutte se réalise entre jeunes et vieux, français et immigrés, hommes et femmes : les discussions sont nombreuses, la grève peut ainsi s'étendre et se renforcer. Ils tirent eux-mêmes un tract pour appeler à la grève dans leur secteur.

b) Début d'organisation par le comité de grève qui regroupe les syndiqués et non-syndiqués. Ce n'est pas encore vraiment l'émanation des grévistes, il regroupe seulement les plus combattifs et ne réussit pas à réaliser l'union français-immigrés. La C.F.D.T. et la C.G.T.-F.O. ont participé à ce comité de grève : la C.F.D.T. par opportunisme (de la part des dirigeants qui veillent à leur propagande électorale) mais aussi parce qu'elle est poussée par une partie de sa base, des jeunes combattifs. Sans faire de ligne de démarcation nette par rapport aux révisionnistes, les militants C.G.T.-F.O. (trotzkystes de L.O.) ont pourtant soutenu le mouvement de façon active.

Le rôle des marxistes-léninistes :

Les marxistes-léninistes qui militent au comité d'action apportent leur soutien aux travailleurs en grève avec les autres progressistes du C.A. : présence continue des militants qui, dans les nombreuses discussions qui ont lieu, font progresser l'idée d'unité à la base entre syndiqués et non-syndiqués, français-immigrés et l'idée d'organisation en dehors des syndicats actuels, l'idée des comités de base.

Cette forme d'intervention du C.A. (qui vient à la suite d'un travail prolongé et se démarque clairement du style d'intervention putschiste de la gauche prolétarienne : ceux-ci sont venus sans connaître la situation, en criant des mots d'ordre qui n'avaient rien à voir avec la grève, en croyant que plus on fait de bruit, plus on remporte de succès et sont repartis aussi vite) nous a permis de nombreux contacts et de gagner la confiance d'un certain nombre de travailleurs.

Perspectives à la Compagnie des Compteurs :

Dans la perspective de création d'un comité de base, nous avons deux objectifs préalables :

— Formation d'un noyau marxiste-léniniste capable de diriger les luttes ;

— réunion de tous les travailleurs que nous connaissons par le C.A.

A BAS LA FASCISATION !

ROUEN

Camarades,

La répression politique s'abat depuis plus d'un mois à Rouen.

Le vendredi 6 février, l'inspecteur d'académie de la Seine-Maritime, notifiait à un camarade travaillant à l'Inspection Académique qu'il le suspendait de ses fonctions.

Au même moment, une poursuite devant le Conseil de Discipline de l'Université est engagée contre 7 étudiants progressistes qui sont en conséquence, directement menacés d'exclusion définitive de toutes les facs de France.

LES FAITS

Au cours d'une soirée « sangria », un groupe d'étudiants, dont des anarchistes entrent dans la salle sans payer; quelques incidents genre bousculade se produisirent au cours de cette soirée.

Quelques jours avant, au restaurant universitaire, un groupe de fascistes et de royalistes tenta de diffuser sa presse pourrie à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Louis-XVI, brûla un drapeau rouge et comença à hurler des slogans anti-communistes. En 5 minutes, les étudiants progressistes se sont regroupés et ont fait fuir cette vermine fasciste. Pendant ce temps, le directeur du restaurant universitaire, connu pour ses idées d'extrême droite, anti-gréviste acharné en Mai 1968, note le nom des militants qui expulsent les nervis. Aussitôt, il est immobilisé par une trentaine d'étudiants, son carnet est confisqué. Il porte plainte contre 3 camarades (2 étudiants qui, suite à ceci, risquent l'exclusion de l'université et le fonctionnaire suspendu depuis lors).

DEUX ASPECTS DE LA FASCISATION DU REGIME

Dans cette affaire, le premier aspect est celui de l'intensification de la répression. En effet, les faits reprochés sont, aux yeux mêmes de la loi bourgeoise, d'une grande futilité. Alors pourquoi cette procédure employée ? Pourquoi le Conseil de Discipline pour 7 étudiants, la suspension d'un fonctionnaire ?

Si la bourgeoisie entame ce processus de répression contre le mouvement étudiant, c'est parce qu'elle a peur.

Le deuxième aspect est le développement des bandes fascistes. Depuis quelques mois, les attaques contre le campus universitaire se multiplient; ainsi, en novembre dernier, plus d'un million de dégâts ont été commis lors d'une de ces attaques; dernièrement, un stock d'armes a été trouvé (révolvers, matraques, licou pour strangulation, etc...) dans les voitures des fascistes.

La collusion entre les groupes fascistes, les flics de l'Etat bourgeois et les pontes de l'administration est établie.

LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION A ROUEN

Plusieurs meetings improvisés ont été tenus au restaurant universitaire à l'annonce des menées répressives de l'administration.

Le 4 février, un « contre-procès » public, convoqué à l'appel des organisations progressistes (H.R., Ligue

Communiste, PSU, UNEF, Groupe autonome (anarchistes) représentatives en milieu étudiant réunit 800 personnes. La lutte a été caractérisée par la constitution, dans les faits, sinon de « droit », d'un large front contre la répression. Si ce front est plutôt un cartel d'organisations, il faut noter que l'unité s'est correctement réalisée lors de ce « contre-procès ».

On peut noter les attitudes des différentes organisations sur cette question.

Les trotskystes de l'A.J.«S.» se sont littéralement comportés comme des jaunes, refusant de participer à ce «contre-procès», sans doute parce que F.O. et la C.G.T. étaient absentes.

Il en a été de même du groupuscule révisionniste de l'U.E.«C.» qui ne demande qu'une chose : l'élimination des « gauchistes ».

La « Ligue communiste » s'en tient à une bataille pour la levée des sanctions et refuse de discuter de la fascisation.

NOS TACHES FACE A LA REPRESSION

En Mai 1968, et dans les mois qui suivirent, les flics intervenaient directement pour réprimer; maintenant la police envoie ses bandes fascistes. Ceux-ci ne tirent pas encore, mais les armes sont là.

Notre première tâche est de s'organiser pour combattre le fascisme renaissant, pour le détruire dans l'œuf.

Notre deuxième tâche est d'assurer la défense des camarades et par tous les moyens : des explications dans les cours au contre-procès, de la manifestation à la grève.

Enfin, notre troisième tâche, la plus importante, est de profiter de la situation actuelle, à Rouen comme dans les autres villes où s'exerce la répression, pour expliquer le plus largement possible, la signification de cette répression, pour montrer le rôle répressif de l'Etat bourgeois et pourquoi y a-t-il actuellement répression accrue contre le mouvement étudiant.

Il nous faut passer à un stade supérieur dans l'explication de la répression et ne pas se cantonner, comme les trotskystes de la « Ligue Communiste », à une lutte pour la levée des sanctions pour nos camarades.

La lutte anti-fasciste se poursuit à Rouen : la première conséquence est que l'administration recule : le Conseil de Discipline est sans cesse reculé depuis trois semaines.

Nous venons d'apprendre que le camarade fonctionnaire suspendu de ses fonctions depuis le début du mois sera jugé à Paris. Il lui est précisé qu'il pouvait amener tous les témoins possibles. Comme si 300 types pouvaient aller à Paris pour une déclaration dont il ne sera pas tenu compte. La vérité, c'est que la bourgeoisie a peur de présenter le débat à Rouen face à toutes les personnes informées.

Nous exigeons :
La levée immédiate de toutes les sanctions !

Organisons-nous dans la lutte anti-fasciste !

Tous unis, nous vaincrons !

Nous écraserons la vermine fasciste ! C.D.H.R. Rouen.

BORDEAUX

A BORDEAUX, UN NOUVEAU PAS DANS LA FASCISATION :

Jusqu'à là, à Bordeaux, le processus de fascisation s'était peu fait sentir. La répression était « discrète », « traditionnelle ». Pourtant la Police bordelaise vient de se singulariser par un acte inqualifiable qui n'a jamais eu de précédent...

Depuis une semaine, les militants anti-impérialistes du Comité Martinez avaient organisé une semaine d'action contre l'intervention néo-colonialiste française au Tchad et pour le soutien aux insoumis Martinez et Brochier. La semaine devait se terminer par une manifestation contre l'impérialisme français au Tchad (ça coïncidait avec la journée du 21 février) et contre l'armée bourgeoise. Mais cette action coïncidait aussi avec la venue à Bordeaux de Chaban (qui en est maire) et de Boulin (maire de Libourne), qui inauguraient un bâtiment de l'U.R.S.S.A.F.

Affolée la police n'hésita alors pas, la veille (vendredi 20 février) à investir les locaux de l'A.G.E.B.-U.N.E.F. et de la M.N.E.F., à les perquisitionner tout à fait illégalement, et à embarquer une trentaine d'étudiants qui se trouvaient là. Le motif invoqué était : « découverte de 64 cocktails Molotov ». Grossière machination policière ! Il ne s'agissait en fait que de bouteilles de peinture rouge et d'essence de térébenthine destinées à la sérigraphie. Le mensonge était si gros que Sud-Ouest, le quotidien réactionnaire local, dut ajouter, entre tirets « — selon les dires de la police — ». Mais le Monde et l'Humanité n'allèrent même pas jusque là ; dans leurs éditions de samedi elles mentionnaient tel quel le mensonge des flics !

La manœuvre avait évidemment pour but d'empêcher la manifestation prévue. La concentration policière (1.100 CRS à Bordeaux ce jour-là...) y parvint. Mais les militants du Comité Martinez firent des interventions dans les super-marchés dénonçant la répression policière et les provocations de la bourgeoisie.

Quant aux menaces de procès en Cour de Sécurité de l'Etat, elles étaient pur chantage : le mardi 24, Sud-Ouest était obligé d'avouer que les 17 arrêtés (13 avaient déjà été relâchés) ne seraient passibles que d'une amende... et que les « cocktails Molotov ne semblaient être que des bouteilles de peinture ». La bourgeoisie bordelaise et ses flics n'ont décidément pas le sens du ridicule.

Même si ce fut une erreur de préparer toutes les actions, sans précautions, à l'A.G. (bombages, collages, etc...), l'intrusion des flics dans le local syndical des étudiants, ainsi qu'à la M.N.E.F. et au siège des objecteurs de conscience, et la détention des militants qui s'y trouvaient, marquent un nouveau pas dans le processus de fascisation à Bordeaux et en France.

Ripostons sans attendre, comme l'ont fait les étudiants de Lettres déjà en grève générale et ceux de l'Institut d'Etudes Politiques qui se sont mis en grève en signe de protestation.

A BAS LA FASCISATION !

Le C.D.H.R. - Bordeaux.

PARIS 20^e

Le C.D.H.R. (Réunion-Pyrénées 20^e) diffusait des tracts et l'H.R. sur le marché de la Réunion, le 15 février. A 11 heures, les flics débarquent, ils exigent le retrait d'un panneau, piquent des tracts par terre. Les gens du quartier (très populaire) qui sont de plus en plus nombreux protestent. Trois flics embarquent une militante (la plus proche du car) qui vient de dire : « c'est ça la liberté d'expression ! ». La foule (100 à 200 personnes) proteste de plus en plus et avec les camarades, entoure le car. Les flics s'affolent, prennent peur et appellent du renfort qui arrive immédiatement (2 cars et une 4 cv). Le camarade qui s'est le plus manifesté est embarqué par 4 flics dans le car. Les flics doivent rassurer la foule « on va les relâcher » pour pouvoir partir.

L'aspect positif, c'est d'avoir fait face aux flics et surtout le soutien des masses qui bloquèrent le car, dénoncèrent les flics et approuvèrent les prises de parole des camarades.

Le négatif, c'est que la plupart des camarades avaient planqué leurs journaux et tracts, que même certains disparurent dans les masses au lieu d'être au premier rang et aussi qu'un seul camarade pensa à prendre des contacts pour pouvoir témoigner...

Au commissariat, les camarades furent fermes, mais firent une déposition au lieu de s'en tenir à « je n'ai rien à déclarer ! » ce qui permit qu'ils passent en flagrant délit.

Les camarades eurent la chance de tomber à l'audience sur un avocat de Défense Active (1) qui réussit à obtenir la liberté provisoire.

La préparation de la défense fut positive : liaison avec les masses du quartier (tracts, pétition, recherche de témoins, porte à porte). Il est à noter que les flics occupent le marché depuis tous les dimanches.

Le procès lui-même, fut essentiellement positif : témoignage de gens du quartier, avocat politiquement offensif, présence de camarades (la plupart dehors car la salle est remplie de flics ou civils ou non). Il faut souligner la difficulté de faire un procès politique quand on passe en flagrant délit car il n'y a pas d'instruction préalable.

Le résultat : une relaxe, un mois avec sursis.

En conclusion, il faut remarquer plusieurs choses :

1) Le manque de préparation des militants face aux flics, sur le terrain et chez eux, sur ce qui les attend et sur le principe : « La défense accuse ! ».

2) La défaillance de l'organisation de la défense qui devrait devenir rapidement une tâche centrale.

3) La vérité vérifiée par la pratique des principes :

— Avançons fermement notre drapeau déployé !

— « Le peuple, le peuple seul est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle ! ».

— Oser lutter, oser vaincre la répression de la bourgeoisie !

C.D.H.R. (Réunion-Pyrénées 20^e).

EN AVANT POUR LES 15 MILLIONS A LA SOUSCRIPTION NATIONALE (Suite de la page 2)

C.D.H.R.	Brunoy	5	F	C.D.H.R.	Tours	90	F	C.D.H.R. lycées	Toulon	55	F
P.A.	Boesse	10	F	Anonyme	Marseille	10	F	1 ouvrier électricien,			
Sympathisants	Joinville	20	F	M.L.	Martignes	7	F	fac de Sciences		7	F
3 sympathisants	St-Maur	8,50	F	C.D.H.R.	Vannes	50	F	C.D.H.R. (février)	Strasbourg	200	F
C.D.H.R.	Paris 5 ^e	100	F	Des travailleurs	Toulon	200	F	2 sympathisants à		200	F
C.D.H.R. commune de				S.C.D.	Rueil	20	F	l'étranger	Rosny	45,40	F
Paris	Paris 20 ^e	200	F	Anonyme	Verneuil	22	F	Pour la naissance de			
C.D.H.R. Pernety	Paris	240	F	M.I.	Strasbourg	40	F	leur 1 ^{er} enfant	Jarnac	20	F
Sympathisants	Draveil	25	F	1 technicien, fac de							
Fac étudiants	Orsay	50	F	Sciences	Paris	100	F				

104 703,30 F

PARIS : LA GRÈVE DES LYCÉENS DE GILLES TAUTIN (ex-Mallarmé)

Depuis trois ans, le lycée Stéphane Mallarmé, rebaptisé Gilles Tautin par ses camarades, après son assassinat par les flics, à Flins, en juin 1968, passe pour un lycée agité. L'an dernier, notamment, il y a eu plusieurs longues grèves dont l'une aboutit au bout de 3 semaines à la réintégration d'un militant très actif.

Mais depuis le début de l'année, là comme dans beaucoup de lycées durs de l'an dernier, peu ou pas de mobilisation de masse : les lycéens n'ont pas trouvé une ligne politique et des organisations de lutte révolutionnaires conséquentes (cf. la chute des C.A.L.), et les militants d'H.R. n'ont pas su les aider.

Au lycée, quelques luttes contre l'augmentation de la demi-pension ; mais surtout les lycéens progressistes ont travaillé à ce que le comité d'action se place sur des positions anti-capitalistes, anti-fascistes, anti-impérialistes, et à appliquer ces positions en milieu lycéen.

Ils ont aussi entretenu les rapports qui existaient entre les profs et les pions révolutionnaires.

LA GREVE DE MERCREDI A SAMEDI

Contre la sélection et la spécialisation (il est prévu par le 6^e plan 5 C.E.S. pour un lycée, certains lycées étant transformés en C.E.S. et une refonte des programmes par la circulaire Guichard).

Sous l'impulsion des militants d'H.R. — seul groupe politique organisé au lycée, les 7 ou 8 J.«C.» n'apparaissent même pas en tant que tels, mais en tant que militants d'une U.N.C.A.L. qui n'existe que dans leur tête — le C.A. Front Uni décide de réagir. L'important était d'apprécier le degré de mobilisation pour ne pas être dans notre riposte plusieurs pas en avant ou en arrière. L'atmosphère était à la grève.

Et le lendemain matin, après une Assemblée Générale imposée par la force à l'administration, elle est décidée à une forte majorité dans le second cycle.

Uni à la base et dans l'action, les lycéens vont déjouer les manœuvres simultanées de l'administration et des révisionnistes.

a) L'administration, d'abord surprise, se reprend vite, expédie des lettres pneumatiques aux parents (aux frais de qui ?), menaces-rodontades, intimidation par convocation individuelle. Tout cela fut inefficace.

b) Furent inefficaces aussi les manœuvres des révisos.

Pendant trois jours que dura la grève, ceux-ci appliquèrent de manière créatrice le mot d'ordre de Thorez : « Il faut savoir terminer une grève » et celui des bonzes syndicaux : « prendre le train en marche pour mieux l'arrêter », pratique manipulateur consistant à dénoncer la grève. Etant obligés de la suivre, ils essayent de lui donner un tour totalement apolitique, ainsi ils peuvent de nouveau la dénoncer 2 heures après. Après son déclenchement, un réviso arrive dans une salle et sort après avoir téléphoné au secrétaire U.N.C.A.L. national...

« Puisque vous n'avez pas voulu faire ce que l'U.N.C.A.L. proposait à savoir attendre que les différents comités U.N.C.A.L. des autres lycées fassent une « action ». La grève va se casser la gueule, il vaut mieux rentrer en cours, et vendredi, un tract crapuleux invitait les lycéens à stopper un grève soi-disant « minoritaire » alors qu'il y avait 70 % de grévistes (et nous ne doublons pas nos chiffres), contrairement aux intérêts des lycéens, « stupide ».

Les faits eurent pour conséquence que la totalité des grévistes, et même ceux qui croyaient à la possibilité d'union avec l'UN-CAL en sont définitivement écœurés, en tant que courant politique, le caractère de bradeur de grève, de meilleur auxiliaire de l'administration.

QUELLE A ETE L'ATTITUDE DES PROFS ?

Dès mercredi, les contacts sont pris avec des délégués du S.N.E.S., lesquels refusent la grève à 14 voix contre 7 pour la secrétaire locale, révisionniste-U.N.I.R., opportuniste chevronnée, avait du reste brillamment prévu l'échec total de la grève qui se terminerait par « un affrontement sanglant entre gauchistes et fascistes » (il n'y en a même pas au lycée).

Bref, il fallait mieux attendre la démocratie avancée dans ses pantoufles.

En fait, il existe au lycée, un certain nombre de professeurs, encore peu important qui désirent entreprendre une action plus résolue, aux côtés des lycéens révolutionnaires, avec ceux-ci, les contacts se développent au sein du comité d'action F.U., nous pensons que d'autres professeurs, que l'attitude du S.N.E.S. a écœurés, nous rejoindront.

LES QUELQUES LEÇONS QUE LES LYCEENS ONT PU TIRER

Devant l'action résolue, l'administration et avec elle l'inspectrice d'académie, c'est-à-dire le Ministre de l'Education Nationale fut obligé de recevoir les délégués des grévistes. Il ne s'agissait pas des délégués officiels du conseil d'administration, mais de militants révolutionnaires.

La participation, le conseil d'administration, les lycéens l'ont compris, C'EST DU VENT. Les délégués de grève, ceux sont eux les véritables représentants des lycéens.

Samedi matin, la grève s'est terminée. Son but était principalement de montrer notre force et notre détermination et ainsi que le souligne le camarade marxiste-léniniste chargé de faire le bilan devant les lycéens, le but atteint, malgré la manœuvre de l'administration et des révisionnistes, nous avons tenu, le positif l'a emporté sur le négatif, mais cela ne signifie pas qu'il faille tomber dans l'autosatisfaction, ce qui n'a jamais fait progresser qui que ce soit.

NOTRE ATTITUDE

Certes, ce sont des marxistes-léninistes qui ont dirigé la grève, mais d'autres parmi nous ont agi comme de simples particuliers et non comme des communistes, n'ayant en aucun cas l'esprit d'oser lutter, oser vaincre.

Nous avons donc commis des erreurs, dues à la façon empirique dont nous avons agis, mais nos erreurs, si elles sont devenues plus éclatantes au cours de la grève, c'est-à-dire un mouvement de masse, s'étaient révélées auparavant notamment. N'ayant pu résoudre correctement des questions aussi importantes que la forme concrète d'application de la ligue de Front Uni en milieu lycéen, la seule correcte et ce parce que les marxistes-léninistes lycéens, (l'H.R.) n'ont jamais pu procéder à un échange d'expériences puis à une synthèse des ces expériences, il n'existe pas une réelle unification politique des camarades.

Nous enverrons dans les semaines à venir notre contribution sur l'application de la ligne Front Uni en milieu lycéen.



AMIENS : La lutte continue dans les lycées et les facs !

Depuis plus de 15 jours les marxistes-léninistes ont lancé un grand mouvement de protestation contre le décret scélérat sur les langues du baron Guichard. Ce mouvement a été marqué par de nombreux meetings et manifestations à la fois dans les lycées et à la fac. Jeudi dernier la lutte est passée à un stade supérieur avec l'affrontement provoqué par la police.

Déjà la semaine précédente les flics avaient traîtreusement attaqué les lycéens en les matraquant par derrière après les avoir laissés passer. Devant l'agitation qui se développait le recteur avait décidé mercredi de faire contrôler par les flics, puis de fermer les 3 lycées d'Amiens après le refus des lycéens d'arrêter la grève. Le lendemain à la Fac de lettres, on part en manif à 500, étudiants et lycéens vers le centre ville en scandant : « A bas la circulaire », « Participation = bidon », « Nous ne paierons pas l'austérité ».

Alors que la manif s'engage dans la rue de la République, un cordon de flic veut nous empêcher d'avancer ; on répond : « nous voulons passer ! » et on s'avance. Les flics commencent à matraquer, mais on

riposte. Les gardes mobiles, mousqueton à la main, viennent renforcer le cordon. Finalement on ne peut pas passer cette fois-ci, mais les flics ne s'en tirent pas aussi bien : il y en aura 4 de blessés.

Pendant ce temps les révisos de l'U.N.E.F.-Renouveau, totalement en dehors du mouvement de grève, se contentaient d'observer à distance respectueuse. Quant à l'A.J.S. elle a joué un rôle de flic à l'intérieur de la manif en essayant au maximum de contenir les éléments les plus combattifs et d'empêcher la juste riposte des étudiants.

A la suite de l'affrontement la manif s'est repliée vers la Fac en repassant par la ville ; puis il a été décidé de retourner en ville à 18 heures pour expliquer à la population le combat des étudiants en le liant à la lutte des travailleurs contre la rentabilisation des services publics. Des mots d'ordre ont également été lancés : « A bas l'Etat policier ! », « la nouvelle société, c'est la matraque ! », « Travailleurs, étudiants, même combat ! ».

Les C.D.H.R. d'Amiens.



NANTERRE : Marcellin, Innocent, Ricœur, même besogne

Ricœur, doyen de la Faculté des Lettres de Nanterre, a fait parvenir aux enseignants de Nanterre et communiquer à la presse un texte pour dénoncer la terreur que feraient régner à Nanterre certains « groupes extrémistes » et déplorer son manque de moyens pour « assurer la sécurité ». Simultanément, fort de l'unanimité du Conseil Transitoire de Gestion, il a, en déclarant domaine public le campus, installé à demeure sur celui-ci la police qui assiège la faculté.

HALTE AUX NERVIS REVISIONNISTES

Les affrontements récents servent de prétexte. « A n'importe quel moment, dit Ricœur, un meurtre peut être commis... des coups ont été portés qui étaient susceptibles de donner la mort ». Ricœur reprend ses arguments au Parti « Communiste » Français qui avait déjà affirmé qu'un ouvrier de Renault, père de trois enfants, blessé grièvement sur le campus, restait entre la vie et la mort à l'hôpital de Nanterre. Nous avons relaté dans le précédent n° d'H.R. comment ce faux ouvrier avait en réalité été atteint alors qu'il tentait d'écraser au volant de sa voiture des militants antirévissionnistes. Il ne s'agissait pas d'un travailleur de chez Renault (dont la présence aurait d'ailleurs été étonnante sur le campus de Nanterre, un jeudi après-midi), mais d'un certain Bernardini permanent C.G.T., responsable du service d'ordre de la C.G.T. pour les Hauts-de-Seine. Bernardini et une vingtaine d'autres nervis avaient été appelés en renfort à la faculté par l'U.E. « C » et la J. « C », qui, pour le second jour consécutif, entendaient procéder à une ratonnade des étudiants révolutionnaires. La légitime auto-défense de ceux-ci, malgré leur infériorité numérique, avait provoqué la déconfiture des assaillants révissionnistes. Cette affaire n'avait pas son origine à la faculté mais faisait suite aux actions entreprises à Billancourt par des marxistes-léninistes contre les hausses. Le concours de nombreux travailleurs avait couronné ces actions de succès. La C.G.T., le P.C.F. se sont inquiétés ; ils ont voulu par leur propagande dénaturer ces actions ; ils ont rêvé, soit en appelant à la répression gouvernementale, soit en agissant eux-mêmes par la violence, d'annihiler physiquement toute agitation vraiment révolutionnaire : ils ont trop peur d'être démasqués aux yeux des travailleurs, ils sentent trop bien que les travailleurs finiront par les rejeter pour oser enfin lutter et vanicre. Les méthodes employées pour tenter — bien vainement — de réduire les révolutionnaires au silence témoignent de l'importance de l'enjeu : la classe ouvrière ; ou celle-ci, bernée par les dirigeants révissionnistes, leur rée et découragée à la fois par des semblants de lutte, continuera à subir l'exploitation capitaliste, ou balayant les imposteurs du P.C.F., elle saura s'organiser pour combattre jusqu'à la victoire, jusqu'à l'abolition par la révolution du capital. Aussi les exactions des nervis du P.C.F. contre les révolutionnaires ne sont pas nouvelles ; souvenons-nous des six cents permanents mobilisés pour attaquer le meeting de soutien au peuple vietnamien qu'avait organisé en mai 1967 le M.C.F. ; souvenons-nous des coups de revolver tirés sur les participants au congrès du P.C.M.L.F. à Puyricard, souvenons-nous des étudiants révolutionnaires, frappés, déshabillés, torturés à la cigarette, l'an dernier, à Vincennes, par les hommes de main de la C.G.T., ou de la tentative d'assassinat contre notre camarade Casas.

QUELLES SONT LES VRAIES BANDES ARMÉES ?

Les intérêts de la bourgeoisie coïncident objectivement avec ceux du P.C.F. qui maintient en laisse le prolétariat pour le plus grand profit de celle-ci. Capital et révissionnistes ont en commun un ennemi mortel : nous. Le secrétaire général du S.N.E.-Sup., Innocent, homme de paille du P.C.F., le Bureau National de ce syndicat, aux mains d'une clique révissionniste, prennent prétexte des événements de Nanterre pour publier un communiqué le 14 février (sans consultation de la base !). Ce communiqué ose assimiler l'action des anti-révissionnistes à « une entreprise fasciste », alors que ceux qu'Innocent baptise « maoïstes » ont été récemment les plus ardents à mener le combat antifasciste, à s'opposer notamment au Betar à Censier, aux autres groupements d'extrême droite aux facultés de droit de Nanterre et d'Assas. Innocent et son bureau concluent en réclamant du pouvoir l'interdiction définitive des « bandes armées ». Le représentant du pouvoir, le ministre de l'intérieur Marcellin fait écho et, dans un interview accordé à *France-Soir*, promet qu'il sévira contre les groupements d'extrême gauche « dissouts en tant que ligues armées et reconstitués », principalement la Gauche Proletarienne et le Parti Marxiste-Léniniste de France. Qu'importe que la dénomination de bandes armées puisse prêter à sourire dans la bouche de ceux qui l'emploient ? Au su de tout le monde les gardes du corps des bonzes de haut rang du P.C.F. ne se séparent jamais de leur 11,43 et les nervis de l'U.D.R. n'hésitent pas non plus à jouer du revolver en période électorale...

UN DOYEN FAUX-JETON

Le doyen de Nanterre apporte sa contribution à la politique de répression fascisante du P.C.F. et du gouvernement. Paul Ricœur se veut homme de gauche : il collabore à la revue *Politique Aujourd'hui* ; il avait, en mai 1968, senti d'où soufflait le vent ; il avait alors publié dans le *Monde*, sur la situation de Nanterre et les problèmes étudiants, des analyses progressistes ; il avait participé aux commissions étudiantes. Un an plus tard, Paul Ricœur devient doyen mais il fit semblant de ne pas l'avoir cherché et de n'accepter qu'à son corps défendant. Il laissait entendre à ses collègues de gauche qu'il ne voulait utiliser sa nouvelle position que pour lutter contre l'enseignement mandarin, détruire tout ce qui pouvait l'être dans le système traditionnel des études, épurer l'administration réactionnaire. Ce qu'il disait à ses collègues de droite, nous l'ignorons, car nous ne sommes pas dans leur confiance. Il fit tout jusqu'ici pour se présenter comme l'antithèse d'un Zamanski ou d'un Beaujeu, pour préserver sa réputation de libéralisme et de progressisme : il peut maintenant s'employer à dépasser dans l'ignominie ses prédécesseurs. Le chantage du syndicat autonome réactionnaire, qui menaçait de faire grève si la sécurité de ses membres n'était pas assurée, amène immédiatement Paul Ricœur à ouvrir le campus à la police et à abolir les franchises universitaires.

UN COMMUNIQUE IGNOBLE

Paul Ricœur en revendique la responsabilité dans son communiqué. Il y recourt à trois arguments. Le premier est donc une fois de plus la dénonciation des « bandes armées » : leurs barres de fer peuvent très bien tuer quelqu'un, en conséquence il faut appeler les C.R.S. dont, comme chacun sait, les grenades et les matraques sont, elles, inoffensives. Mais le péril ne vient pas seulement de l'extrémisme. S'y greffe la « délinquance juvénile » : on avait déjà, en mai 1968, parlé de pègre. Le doyen Ricœur reçoit « chaque jour les plain-

tes précises d'étudiantes » victimes de « voies de fait et de menaces ». La vérité nous oblige à reconnaître, après enquête, qu'effectivement des étudiantes ont subi les menaces de jeunes agresseurs que quelques paroles fermes suffirent à disperser : ils avaient en moyenne huit ans d'âge. Le troisième facteur d'insécurité provient de l'absence autour des bâtiments universitaires « d'un véritable tissu urbain », comprenez d'habitation bourgeoises, et de la présence d'un bidonville dont on sous-entend — ici Ricœur sombre dans le racisme — qu'il fournit à la fois les « jeunes délinquants » et une masse de manœuvre aux « gauchistes » ; à moins simplement que ce bidonville offre de notre société une image trop significative, donc subversive. Conclusion : l'arrivée sur le Campus, devenu voie publique, de la police ; elle ne devait pas pénétrer dans la faculté, elle l'avait déjà fait quelques heures après son installation, vendredi dernier, non sans être dignement reçue par les militants révolutionnaires. A l'intérieur de la faculté, le doyen fait appel « à tous les enseignants et à tous les étudiants » pour qu'ils travaillent activement... à l'élimination effective des groupes violents qui, par le recours à des délits de droit commun, usurent jusqu'à leur titre politique ».

UN DOYEN ET L'U.E. « C » DEMASQUES

On se demande, dans le contexte des événements actuels, ce que le doyen peut bien entendre par « élimination effective », sinon les ratonnades qu'avaient déjà entreprises l'U.E. « C. » et les éléments étrangers à la faculté qu'elle avait appelés à la rescousse : J. « C », nervis de la C.G.T. SOUS COULEUR DE PRECHER LA NON-VIOLENCE, PAUL RICŒUR APPELLE EN FAIT A LA VIOLENCE, CELLE DE LA POLICE, CELLE DES REVISIONNISTES : IL SE DEMASQUE. Mais ses appels seront vains, les étudiants révolutionnaires ont déjà fait la preuve de leur capacité de résistance. Quant à l'U.E. « C. » et son organisation syndicale fantôme qui, en y ajoutant du « renouveau », usurpe l'appellation de l'U.N.E.F., elles ont bonne mine à protester maintenant contre l'arrivée de la police sur le campus : manœuvre désespérée, qui trahit peut-être aussi le malaise d'une partie de la base de l'U.E. « C. », étudiants sincèrement révolutionnaires mais bien fourvoyés ; cette manœuvre ne trompera pourtant pas les masses étudiantes : l'U.E. « C. » n'a pas d'indépendance vis-à-vis du P.C.F. ; le P.C.F. contrôle la direction du S.N.E.-Sup. ; le S.N.E.-Sup. a réclamé cette intervention policière : de qui se moque-t-on ? L'article même de *L'Humanité* révissionniste qui annonce l'arrivée de la police sur le campus (28 février, page 5, colonne 3), dénonce à l'attention de M. Marcellin les « Maoïstes » qui « ont offert avec les sévices de leurs bandes armées un prétexte en or » au pouvoir.

Le P.C.F. et le pouvoir collaborent et se poussent à frapper l'un l'autre. L'U.E. « C. » participe au Conseil Transitoire de Gestion dont le doyen invoque avec assurance l'unanimité. Le rôle de ce conseil, élu par une minorité non représentative, vérifie ce que nous avions prédit : il gère la pénurie et organise la répression. Le doyen qui le préside remplit à merveille son rôle d'agent du pouvoir.

FAILLITE DES ILLUSIONS REFORMISTES

Les avantages que dans leur naïveté réformiste les étudiants croyaient avoir définitivement acquis par une lutte trop tôt terminée, trop vite trahie par le révissionnisme, leur sont arrachés les uns après les autres. L'aggravation des conditions matérielles, le manque de locaux et de pro-

fesseurs vouent à l'avance à l'échec toute expérience pédagogique nouvelle. La force même des choses, l'entassement d'un trop grand nombre d'étudiants dans des salles trop petites, interdit de leur donner la parole et conduit l'enseignant à retourner à l'habitude mandarinale du cours magistral, professé du haut de sa chaire, sans souci de l'auditoire. Les mêmes raisons empêchent toute forme de contrôle continu et imposent à nouveau les examens traditionnels, partiels ou de fin d'année, à but sélectif. Les menaces qui pèsent, (et ont souvent été mises à exécution) sur la titularisation ou l'avancement des catégories subalternes d'enseignants (assistants, lecteurs, maîtres-assistants stagiaires, chargés d'enseignement) les incitent au plus strict traditionalisme. L'absence de débouchés risque de plus en plus de faire de l'étudiant un chômeur à sa sortie d'études (difficultés pour le licencié d'enseignement, depuis cette année, à trouver un poste dans le secondaire, surtout s'il a eu un semblant d'activité militante) ; risques de chômage encore accru pour les étudiants de langue étrangère par la récente circulaire Guichard. Certains professeurs réactionnaires croient maintenant leur position redevenue assez solide pour se venger de la panique et des humiliations qu'ils ont ressenties : c'est par exemple le cas des I.P.E.S. (Elèves professeurs du secondaire, rémunérés) où quelques mandarins se livrent à une chasse aux sorcières pour exclure tous les étudiants dits contestataires, même si leur contestation ne s'est jamais manifestée autrement que par la longueur de leur cheveu.

LUTTE ANTI-REFORMISTE LUTTE ANTI-REVISIONNISTE

Ce tableau négatif doit rendre les étudiants conscients de plusieurs vérités. ON N'OBTIENT RIEN SANS LUTTE : la situation actuelle résulte partiellement de la démobilisation étudiante, les actions énergiques menées à Nanterre par les étudiants de droit contre les examens partiels devraient servir d'exemple à ceux de lettres. Le combat pour une revendication limitée peut aboutir à une victoire, cette victoire n'est jamais définitive ; la lutte pour des réformes n'a pas sa fin en soi, la réalisation de la réforme ; elle n'a de valeur que dans la mesure où elle apprend à lutter et où elle rend conscient qu'en fait, toute vraie réforme, où ce qui est donné d'une main ne soit pas repris de l'autre, NE PEUT SE CONCEVOIR QUE DANS LE CADRE D'UN CHANGEMENT GLOBAL DE LA SOCIÉTÉ — EN L'ESPECE DE LA REVOLUTION QUI SUBSTITUERA LE POUVOIR DE LA CLASSE OUVRIÈRE A CELUI DE LA BOURGEOISIE CAPITALISTE. La lutte sur le front universitaire doit en conséquence rester subordonnée aux impératifs de la révolution prolétarienne. Mais, à l'université comme au sein de la classe ouvrière, la première tâche qui s'impose aux révolutionnaires est de dénoncer la collusion du pouvoir bourgeois et du révissionnisme, de combattre le révissionnisme dans sa théorie et sa pratique, d'ARRACHER LES MASSES AUX REVISIONNISTES ET A LEURS COMPAGNONS DE ROUTE.

A BAS LE REVISIONNISME !

A BAS L'UNIVERSITE DE CLASSE !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

SUITE DE L'INTERVIEW DU COLLECTIF DE RÉALISATION DU FILM :

Le Peuple et ses fusils

(LA GUERRE POPULAIRE AU LAOS)

Nous publions aujourd'hui la suite de l'interview du collectif qui a réalisé le film « Le peuple et ses fusils — la guerre populaire au Laos ».

Depuis la semaine dernière, les impérialistes américains et leurs serviteurs ont continué à pousser des clameurs de panique, effrayés par la grande offensive du Néo-Lao Haksat, front uni du peuple du Laos. Ce qui prouve bien l'efficacité de cette offensive qui a abouti à la conquête de la Plaine des Jarres : on peut avoir une idée de l'importance stratégique de cette position quand on sait que si le corps expéditionnaire français en Indochine est venu s'enterrer à Dien Bien Phu, préparant ainsi son écrasement par les forces patriotiques vietnamiennes, c'était uniquement pour « protéger » la Plaine des Jarres.

En occupant ce secteur, ce n'est pas une simple victoire stratégique qu'a remporté le Néo-Lao Haksat : il a porté un coup très dur à tout le système agressif des impérialistes américains dans la péninsule indochinoise. Ainsi, le roi du Cambodge Sihanouk pleurniche devant la menace d'une « Indochine communiste ». De même, les fantoches thaïlandais et birmanais se sentent menacés, parce que cette avance du peuple lao va épauler la lutte de leurs propres peuples qui mènent la lutte armée depuis des années. Quant aux révisionnistes, ils ramènent la tarte à la crème de la convocation de la conférence de Genève, espérant ainsi maintenir le statu quo entre les agresseurs en déroute et les peuples avançant vers la victoire, ce qui ne pourrait que donner aux impérialistes le temps de « souffler ».

Entraîner les progressistes à aller voir ce film, qui illustre parfaitement l'invincibilité de la guerre du peuple, à l'heure où la preuve en est faite une fois de plus sur le terrain, c'est aussi une forme de militantisme qui doit continuer. Signalons, à titre d'exemple, que quelques camarades immigrés ont fait dans leur pays un véritable cours politique, après avoir vu avec enthousiasme ce film.

Humanité Rouge :

Combien de mois avez-vous passé au Laos, et avez-vous participé à des opérations militaires en tant que cinéastes ?

Comité de réalisation :

Nous sommes restés deux mois et demi au Laos. Nous sommes allés dans une zone qui venait d'être libérée, et qui était encore infestée de commandos ennemis. D'ailleurs, nous devons parler de la politique du Front Patriotique Lao à ce point de vue, qui est une politique de ralliement des plus larges masses et fait des appels à ceux qui se cachent dans les bois et qui sont contrôlés par l'ancien régime. Il y a même une tactique absolument extraordinaire, d'envoyer par exemple des mots qu'on laisse dans des cabanes dans la jungle, où ils savent qu'à un moment donné ils viendront pour se protéger des intempéries. Il s'agit de châtier les chefs, mais pas du tout les soldats. Ils recherchent les commandos fantoches, pas du tout pour les massacrer, mais pour faire un autre type de travail d'explication et de persuasion, pour leur montrer qu'ils se sont trompés.

Ces troupes mercenaires ont plusieurs origines. Par exemple, dans la base de Phati qui était en plein cœur de zone libérée à 1 800 mètres d'altitude et qui servait de base pour téléguidé les bombardements sur la République Démocratique du Viet-Nam, sur le Laos et sur la partie Nord du Sud Viet-Nam, il y avait non seulement ces commandos de minorités méos commandés par le général Van-Pao, mais il y avait également des thaïlandais, des japonais, des fantoches Sud Coréens et des fantoches Sud vietnamiens, des chinois de Formose encadrés par des conseillers américains.

Il faut voir aussi que c'est un film qui ne se concentre pas essentiellement sur les actions militaires, mais surtout sur les bases libérées. Nous avons été dans ces zones dans le Nord avec toujours ce danger des commandos qui nous entouraient, et toujours les bombardements qu'il ne faut pas oublier. Les avions venaient de Thaïlande et de Guam. Et quand les bombardements se sont arrêtés au Nord Viet-Nam, ils ont augmenté sur le Laos.

Humanité Rouge :

De quelle manière est mobilisée la jeunesse ?

Collectif de réalisation :

Le caractère de mobilisation des tous jeunes enfants est souvent le signe de l'authenticité d'une lutte populaire. Pour prendre une lutte, qui par ailleurs avait d'autres difficultés, la Résistance, il est évident qu'à ce moment là, de très jeunes enfants étaient amenés à participer par la force des choses. Cela fait partie des traditions révolutionnaires en France. C'est la même chose au Viet-Nam, en Palestine, etc. C'est parfois difficile à accepter pour les gens qui, justement, ont du mal à avaler la guerre populaire. En ce qui concerne le film sur le Viet-Nam, la séquence du petit enfant qui racontait ses exploits avait donné lieu dans l'« Humanité » à un commentaire dans le genre : « étonnante particulièrement cruelle », etc... Ce garçon là, il a 9 ans, il peut très bien manipuler une mitraillette, il dit même au soldat « tu dois mieux nettoyer ton fusil ». Ça c'est formidable, non ? On nous a accusés que c'était terrible de voir ça. Mais nous disons qu'il est plus terrible de voir ici des enfants de 9 ans qui ont un jouet dans la tête et qui font « je te tue, je te tue ». Parce que le petit vietnamien, il sait pourquoi il fait ça et l'autre nous fait plus peur, nous avons peur pour son avenir. Parce que l'avenir, c'est avec ce garçon, avec ce fusil.

Pendant la guerre, en France, les enfants à l'école prenaient des positions politiques. Même si ce n'était pas systématisé par une explication politique, les enfants prenaient des positions. Et il y eu des jeunes dans la Résistance.

Les spectateurs français ne doivent pas être étonnés : ils sont habitués à voir l'idéologie dominante essayer de faire un travail systématique, pas du tout surnois, pas du tout souterrain, tout à fait ouvert, en direction des gosses dans les écoles communales, à travers les cours d'Education Civique, d'Histoire, où on parle de Napoléon, de Jeanne d'Arc, etc., et où on oublie la commune et des choses comme ça. Par ailleurs, en Mai, on a vu dans les écoles communales

des manifestations tout à fait spontanées et profondes, de la part des gosses de 8 à 10 ans, de soutien aux luttes populaires. On a vu des gosses refuser d'aller en classe aux cris de « continuons le combat ». Il y a de nombreux exemples : on a vu des gosses de 10 ans aller séquestrer des parents réactionnaires d'un de leur camarade pour qu'il puisse aller dans la rue.

Quant aux Allemands qui fusillaient des gosses de 14 ans, ils n'allaient pas leur demander s'ils avaient 14 ans. Ils les fusillaient parce qu'ils étaient de la Résistance.

Dans les bidonvilles, au moment de la guerre d'Algérie, on voyait sans arrêt les enfants algériens de 3 à 10 ans qui circulaient à travers le bidonville, qui avaient des fusils en bois, des bâtons et qui criaient « Ya, Ya, El Djazaïr ! », « Ya, Ya, El Istiqlal ! », c'est-à-dire « Vive l'Algérie ! », « Vive l'Indépendance ! », et cela n'avait rien d'extraordinaire.

Il y a effectivement deux façons de parler de la lutte des peuples : une c'est de mettre l'accent sur leurs malheurs, leurs souffrances, en faisant appel à la pitié ; l'autre c'est de mettre l'accent sur leur héroïsme, leurs victoires, en faisant appel à l'émulation. Le film prend vigoureusement partie pour la seconde, et donc contre la première.

Humanité Rouge :

Pouvez-vous nous expliquer de quelle façon ce film a, c'est notre point de vue, une portée universelle et historique. C'est-à-dire qu'il vient à un moment où il révèle une tactique de lutte révolutionnaire qui a valeur historique dans les années 70, et elle a commencé bien avant, qui a grandi avec ses succès et sur

celle que peuvent connaître les travailleurs français, ceci étant, l'idéologie de « Oser lutter, oser vaincre » et de « servir le peuple » qui est possible pour les laotiens, est possible pour nous.

En conclusion :

1) Aller voir le film,

2) que le film ait une vie encore plus intense que seulement une projection dans les cinémas.

Sa destination principale n'est pas une salle du Quartier Latin : c'est un film qui doit s'intégrer dans le travail, dans la pratique militante. Il faut discuter après ce film, pas se contenter de le regarder.

Le film a été soumis à la critique de groupes d'ouvriers pendant le montage, qui ont vu l'utilisation qu'on pouvait en faire dans la pratique.

Humanité Rouge :

Est-ce que le film « Le peuple et ses fusils » est un film destiné à être utilisé par tous les organismes qui sont dans les usines, qui sont au cœur de la classe ouvrière, pour une utilisation révolutionnaire ?

Collectif de réalisation :

Oui, même plus. Pour nous, la diffusion commerciale on est obligé d'y passer : c'est un des seuls moyens de compter sur nos propres forces pour faire des films actuellement. Mais il est clair que ce n'est pas là que le film sera vu par les travailleurs. Et pour nous la diffusion auprès des travailleurs, et la critique des travailleurs de ce film, sont ce qu'il y a de plus important. Il faudra donc attendre après la diffusion commerciale pour une part, et à ce moment là, le film doit rentrer dans le maximum de diffusion



Guerilleros à l'entraînement.

le plan universel, puisque nous considérons, quant à nous, que maintenant le problème de la révolution prolétarienne est un problème qui se pose à un niveau mondial ?

Collectif de réalisation :

La réponse est déjà dans le film : à la fin, il y a un carton disant que « sous toutes les latitudes, la guerre du peuple est invincible ». Et dans notre film, il y a un double mouvement : montrer profondément le travail qui est fait dans les masses, pas seulement faire une peinture, une fresque de la lutte révolutionnaire, et en même temps, de l'autre côté, montrer les portées générales de ces leçons. Il n'y a rien à voir dans la condition au Laos et dans

militante pour tous ceux qui sont d'accord et qui pensent qu'il peut servir. Ceci d'ailleurs dans un esprit le plus large possible : le collectif a des options politiques précises qui apparaissent dans le film, il est bien évident que nous souhaitons que les militants marxistes-léninistes, quelles que soient leurs organisations, le diffusent ; mais il peut être diffusé par d'autres gens, des chrétiens progressistes par exemple, c'est ce qu'il y aurait de mieux. Pour nous ce film, bien qu'il ait eu plus de moyens et une carrière commerciale, a été fait dans le même esprit que les autres que nous avons fait dans une perspective purement militante.

Le peuple, ses fusils et les réactionnaires

« Etre attaqué par l'ennemi est une bonne chose », nous rappelle le camarade Mao-Tsé-Toung. A lire les articles consacrés par divers critiques réactionnaires au film de Joris Ivens et ses camarades « *Le Peuple et ses Fusils* » on est tout de suite fixé. Ce film les fait grincer des dents.

Ainsi, celui du *Figaro* écrit, le 14 février :

« Il (le film) nous conduit au Laos où devant des auditoires ébahis les commissaires politiques viennent éduquer les masses au moyen de préceptes inspirés du petit livre rouge ». (quelle horreur !).

Mais la suite est encore plus fort de café !

« Les cadres du Néo Lao Haxhat enseignent les beautés du labourage féminin (qu'interdisait un régime décadent), leur explique pourquoi l'impôt du riz devient un sacrifice glorieux quand il aide le pouvoir révolutionnaire au lieu du pouvoir féodal, donnent la parole au sergent recruteur et célèbrent la haine comme instrument militaire ».

Que les femmes participent à l'effort de guerre imposé par les impérialistes américains et ses marionnettes, voilà qui n'entre évidemment pas dans les plans de ces derniers et scandalise le *Figaro*, lequel ne dit mot sur les milliers de jeunes filles et femmes livrées littéralement à la bestialité de la soldatesque yankee dans les zones non libérées du Laos et aussi de la Thaïlande, du Viet-Nam, etc...

Que le peuple Lao, malgré sa pauvreté soutienne matériellement le combat du Néo Lao Haxhat, voilà qui est scandaleux au yeux de notre distingué chroniqueur.

Que le peuple lao éprouve une haine militante à l'égard de l'impérialisme yankee qui le « traite » aux bombes à billes, au napalm, aux dé-

foliants, cela déconcerte notre délicat journaliste. De son point de vue, c'est normal. La bourgeoisie a raison d'avoir peur d'une cause qui suscite de tels combattants.

L'estimable Chauvet (c'est le nom du critique figaresque) croit s'en tirer par une pirouette :

« Espérons que Joris Ivens, pour être complet, va réaliser maintenant un documentaire sur le néocolonialisme en Tchécoslovaquie ».

Voilà un vœu bien imprudent, cher M. Chauvet. Le jour où le peuple tchécoslovaque passera à la résistance active contre le « néocolonialisme russe » est plus près que vous ne le souhaitez. Car vous êtes assez intelligent pour savoir que le règne de la bourgeoisie sur la partie du monde encore sous son joug repose précisément sur la co-dominance américano-soviétique.

Cette co-dominance, le critique de *l'Humanité Blanche*, un nommé Maurin, voudrait bien qu'on n'en parlât pas. Il écrit le même jour, traitant du même film :

« Il suffit cependant de lire sur l'écran les titres des quatre têtes de chapitre composant l'œuvre (« *L'armée du peuple arme le peuple* », « *Qui commande aux fusils* », « *Le peuple peut tout* », « *Sans son armée, le peuple n'aurait rien* ») pour se convaincre rapidement du caractère des erreurs qu'il contient lorsque après une introduction consacrée à un bref exposé de la situation dans le Sud-Est asiatique, le commentaire affirme qu'à l'heure de la coexistence pacifique entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, toute la stratégie de l'impérialisme consiste à encercler la Chine.

Ce curieux cheminement d'idées rendant implicitement l'U.R.S.S. coupable de faciliter la stratégie américaine... ».

Evidemment, le chroniqueur n'a pas entendu parler de cette stratégie commune U.S.A.-U.R.S.S., englobant le Japon, Tchong-Kai-Chek et les réactionnaires indiens.

Il « ignore » les accords de Moscou, le blocus économique et les provocations militaires soviétiques et américaines contre la Chine ! Il ne lit que l'« *Humanité Blanche* » ! Poursuivons :

« La nécessité absolue de la lutte armée comme moyen pour un peuple asservi de conquérir sa liberté et son indépendance, est typique de ce genre d'abération, que démentent certains faits historiques — ceux du Mali et de la Guinée, par exemple ».

Les peuples malien et guinéen apprécieront le degré de « liberté » et « d'indépendance » conquise par les moyens que préconise l'« *Humanité Blanche* » ! Rappelons que la plupart des richesses guinéennes sont encore entre les mains du capital étranger et que le peuple guinéen ne jouit d'aucun droit sauf celui de travailler et de la boucler.

Quant au Mali, il a réintégré la zone franc !.. On comprend le genre de « liberté » auquel rêve l'« *Humanité Blanche* » pour les peuples d'Asie et d'Afrique. Et on comprend aussi que ces peuples soient de plus en plus convaincus que « l'aberration » de la lutte armée est la seule voie pour conquérir une indépendance et une liberté qui ne soient pas de pacotille.

Et cette leçon magnifiquement tirée par le film de J. Ivens et ses camarades ne concerne pas seulement les peuples de l'Asie et de l'Afrique, n'en déplaise aux bourgeois du *Figaro* et de *l'Humanité Blanche*. C'est pourquoi les travailleurs, les progressistes, tous doivent voir, revoir et populariser ce grand et bon film « *Le Peuple et ses Fusils* ».

MALIK A MOSCOU

Comment les bourreaux paient leurs dettes

Les dirigeants révisionnistes de Moscou semblent vouloir repartir en guerre, sur le plan de la propagande pour commencer, contre la Chine populaire et son Parti Communiste. Les journaux bourgeois français reprennent ces jours-ci, avec jubilation les élocubrations de l'Agence Tass et de la Pravda faisant état d'« exécutions publiques d'anciens gardes rouges au stade de Pékin », et de l'« Aide » que la Chine Populaire apporterait, via Hong-Kong, au corps expéditionnaire yankee au Vietnam.

Cette nouvelle campagne, rideau de fumée pour les révisionnistes soviétiques, a un caractère défensif certain : après l'aide voyante qu'ils viennent d'apporter, entre autres, au régime franquiste (livraison de charbon à l'Espagne pendant la grève des mineurs asturiens) et aux fascistes grecs (dont Garaudy lui-même a dû faire état, au 19^e congrès du P.C.F.), ils ne peuvent que tenter de « contre-attaquer » en lançant de nouvelles calomnies contre la Chine Populaire. Elles ne tromperont aucun révolutionnaire, aucun progressiste, aucun opprimé.

Mais les actuelles manœuvres du social-impérialisme russe ne se bornent pas à la propagande anti-chinoise et contre révolutionnaire. La semaine dernière le collectif auteur du film « *Le peuple et ses fusils* » au cours de l'interview accordée à notre rédaction, mettait en relief la coopération de fait des impérialistes U.S. et des révisionnistes soviétiques dans l'encercllement de la Chine.

Une information parvenue à la fin de la semaine dernière mettait une fois de plus en relief cette coopération que Brejnev et ses larbins s'évertuent à nier, la main sur le cœur.

Adam Malik, ministre des affaires étrangères d'Indonésie, qui a fait une « belle carrière » du trotskysme au fascisme, vient de passer trois jours à Moscou. Il a sur les mains le sang des communistes et progressistes indonésiens massacrés par centaines de milliers depuis octobre 1965, mais ses interlocuteurs soviétiques, les ministres Gromyko, Ignatov et Novitov, ne sont pas délicats.

La clique dirigeante russe est créancière de l'Indonésie : une grande quantité de fournitures industrielles, militaires et autres ont été livrées au régime de Sukarno et sont demeurées impayées. Brejnev et C^{ie} savent fort bien que Suharto et sa bande de criminels sont rigoureusement insolvables. Ils savent aussi que l'armée indonésienne, unique soutien de ce régime sanglant, a un besoin vital de pièces de rechange pour son matériel, en grande partie soviétique.

Cela fait bien des moyens de pression, et Brejnev entend en user pour renforcer son emprise sur l'Indonésie. Le « *Monde* » du 26 février indique justement :

M. Malik a été fort bien reçu. Selon toutes les apparences, les Soviétiques souhaitent ménager le gouvernement de Djakarta, entretenir au moins avec lui des rapports de coexistence pacifique, rétablir si possible en Indonésie un minimum de présence. Le 2 février, les *Izvestia* ont publié un article consacré au vingtième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et l'Indonésie. On y trouvait l'évocation attristée des événements de 1965 et du massacre des communistes indonésiens, mais le principal responsable de cet épisode était désigné comme « l'impérialisme international aidé par des réactionnaires locaux ».

Le même journal indique ensuite que les dirigeants de Moscou (c'est-à-dire ceux là même qui sont au pouvoir aujourd'hui) jettent une pelletée de terre supplémentaire sur les fosses communes où furent jetés les « anciens dirigeants du P.K.I. », qualifiés de « direction chinoise ».

Nos lecteurs savent que cette attitude n'est pas seulement ignoble, mais aussi mensongère : les anciens dirigeants du P.K.I. — qui payèrent d'ailleurs de leur vie leurs erreurs — suivirent une ligne opportuniste de droite basée sur la conviction erronée selon laquelle l'Indonésie serait « l'exception historique », le cas unique de passage pacifique au socialisme ? La nouvelle direction clandestine du P.K.I., qui dirige dans la plus dure clandestinité, la lutte armée du peuple indonésien, a publié à ce sujet une courageuse et sévère autocritique.

Mais, loin des principes, les dirigeants sociaux-impérialistes russes s'évertuent seulement à s'assurer une position stratégique supplémentaire dans l'encercllement de la Chine.

Le « *Monde* » indique clairement que :

« Les dirigeants du Kremlin souhaitent vraisemblablement garder le contact avec la plupart des Etats situés à la périphérie de la Chine. C'est l'idée qui inspirait le projet d'un « système de sécurité collective en Asie du Sud-Est », évoqué au mois de juin dernier à Moscou par M. Brejnev. C'est apparemment dans le même esprit, quelles que soient les difficultés, que M. Malik a été reçu au Kremlin.

Qu'en termes délicats ces choses là sont dites ! Les lecteurs les moins avertis comprennent d'eux-mêmes ces transparents euphémismes.

Mais en Indonésie comme en Birmanie ou Malaisie, en Thaïlande et ailleurs, l'encercllement soviéto-yankee de la Chine Populaire déjà mis à mal par les victoires des peuples vietnamien et laotien, est condamné à une déconfiture totale... et rapide.

DERNIERE MINUTE :

LE MANS : RÉCIT D'ACTIONS MENÉES POUR LA LIBÉRATION

DES CAMARADES EMPRISONNÉS...

Chers camarades,

Voici de nouvelles informations sur ce qui se passe au Mans depuis l'arrestation de nos camarades Patrick Bernier, Alain Filou et André Marie.

Un meeting, le mardi 23, réunit, à l'appel du Front Uni contre la répression, un millier de personnes. Les jeunes, lycéens, étudiants, sont l'immense majorité. La volonté de lutte est très grande, à l'unanimité, une manifestation est décidée pour le samedi 28.

Les facultés sont en grève pendant deux jours ; la grève est totale en Lettres et en Sciences, et un comité de grève est constitué, comprenant aussi des étudiants de l'I.U.T. et de Droit. Une manifestation de 300 étudiants a lieu le mercredi 25 avec les mots d'ordre : « Libérez nos camarades », « A bas Marcellin-la-matraque », « halte à l'Etat-police », « le fascisme ne passera pas ».

Dans l'enseignement, le F.E.N. appelle à la grève le mercredi pour les établissements du Mans et le vendredi pour le reste du département, ainsi qu'à un meeting le jeudi. Le lundi 23, se tient au lycée technique une assemblée générale des enseignants rassemblant près de 400 personnes ; cette assemblée, malgré l'opposition de quelques dirigeants syndicaux, appelle au meeting du mar-

di, considérant que seule une riposte unitaire peut faire échec à la répression.

La grève est diversement suivie selon les établissements ; citons l'exemple du lycée technique de Sablé où, malgré les menaces de l'administration et des professeurs non grévistes (affiliés à la C.G.T.), les élèves ont presque tous fait grève. Ils sont maintenant décidés à riposter énergiquement à la moindre répression.

Le meeting F.E.N. du jeudi rassemble plus d'un millier de personnes. L'aspect principal de ce meeting a été le mécontentement d'une partie des assistants face à la direction syndicale. Pour caractériser l'attitude de ces dirigeants, signalons simplement leur acharnement frénétique à nier tout caractère politique au meeting et à la grève.

La manifestation de samedi, préparée par 1.000 affiches et 16.000 tracts rassemble 600 personnes sur les mots d'ordre : « Libérez nos camarades, A bas Marcellin-la-matraque, Nous sommes tous concernés, Front uni contre la répression, Ce n'est qu'un début... ». Là encore, les jeunes étaient en majorité, et pour la première fois un certain nombre d'ouvriers se sont joints à la manifestation, encore en tout petit nombre, il est vrai.

A bas la répression !

17^{ème} ANNIVERSAIRE DE SA MORT (6 MARS 1953)

GLOIRE A JOSEPH STALINE !

Un vieux proverbe dit : « quand le chêne est abattu, les bûcherons ne manquent pas, et chacun s'improvise bûcheron ». Ce proverbe fut cité durant la tempête de mai-juin 1968 en France, bien qu'au sens propre seuls les accacias et les platanes firent les frais des barricades.

A l'occasion de cette récente tempête, les bûcherons de la dernière heure se sont attaqués une nouvelle fois avec un bel ensemble au vieux chêne stalinien, théoriquement mort, enterré, déterré et brûlé depuis bientôt 15 ans. Ce que n'ont pas compris ces bûcherons amateurs, c'est que la survie d'un arbre ne dépend pas uniquement de son tronc mais de la vigueur et de la profondeur de ses racines, de la richesse et de la fécondité de ses fruits.

C'est à notre avis une chose excellente que l'on reparle de Staline quand souffle la tempête, c'est une chose réconfortante que la Bourgeoisie et ses suppôts évoquent avec terreur le nom du grand disparu quand montent au dessus des barricades et des usines les drapeaux rouges de la révolution. Cela signifie que les racines et les fruits étaient bons et que le vieux chêne bolchevik ressurgit plus fort que jamais. Chaque marxiste-léniniste s'en réjouit, car le jour où le camarade Staline reprendra sa place exacte dans l'histoire signifiera que l'unité du mouvement communiste mondial se sera de nouveau forgée et trempée dans la lutte, que cette nouvelle unité révolutionnaire aura écrasé le révisionnisme moderne et c'est précisément de cela qu'ont peur les traîtres au bolchevisme, les bourgeois et les fascistes.

A la mort du camarade Staline (5 mars 1953) les journalistes, les adversaires ou plus simplement les « observateurs » déclarèrent qu'il était l'homme le plus aimé et le plus haï de la terre ; cette observation était très juste, elle correspondait et correspond toujours à la réalité. Staline était l'ami des hommes simples, des travailleurs, des exploités. Il était l'ennemi implacable des exploités et des traîtres. Dans le monde entier, chacun lui rendait son amour ou sa haine, en fonction de sa classe, de sa condition d'homme. Cela est toujours vrai de nos jours.

Aujourd'hui la bourgeoisie, la social-démocratie, les révisionnistes modernes, les trotskystes, lui vouent toujours une haine mortelle.

Bien plus qu'à Lénine, c'est à Staline que les ennemis véritables du marxisme-léninisme s'attaquent dans cette période de grandes batailles idéologiques. Rien que cela prouve assez à quel point les principes staliniens sont justes et indestructibles.

Les chacals de la nouvelle social-démocratie s'attaquent à Staline car il fut le meilleur disciple et le meilleur défenseur des thèses de Lénine, parce qu'il fut un révolutionnaire « jusqu'au bout » et qu'il est plus facile aussi de démolir le léninisme à travers son continuateur et son défenseur.

Officiellement répudié dans son tombeau, Staline est devenu une sorte de pierre angulaire du système communiste mondial, le point de repère dans la tempête, celui en fait qui personnifie la dictature du prolétariat. Tôt au tard les vrais et les faux amis qu'il se soient référés à Lénine, à Marx, à Guevara, à Marcuse, et même parfois au camarade Mao Tsé-toung, sont obligés de parler de Staline, et leur position vis-à-vis du géant de la pensée et de l'action les détermine et les classe une fois pour toutes dans la gamme révolutionnaire. Les révisionnistes modernes, les bourgeois, et les trotskystes entre autres font chorus contre les « ressurgences » du stalinisme, contre les méthodes staliniennes « condamnées ». Le plus comique dans ce chœur « uni et discordant à la fois », c'est d'entendre les trotskystes accuser les révisionnistes de « stalinisme » ou de staliniens attardés », dans la mesure où la dégénérescence du parti révisionniste ne se produit pas assez vite à leurs yeux et surtout quand ils constatent que des militants de base du P.C.F. sont encore animés par les principes d'organisation staliniens qui, dans cette mesure, gardent une certaine efficacité même mis au service d'une cause injuste. Les véritables marxistes-léninistes n'ont pas de telles « colères » ; ils savent qu'ils doivent reconquérir cette arme redoutable que constituent les principes d'organisation staliniens et donc bolcheviks, car sans cette arme, sans cet « esprit de Parti », il n'y a pas de victoires véritables possibles sur l'ennemi de classe.

Pour les trotskystes, être anti-stalinien c'est leur manière à eux de lutter efficacement contre le marxisme-léninisme. Chacun a lancé sa flèche contre Staline, même les rats les plus repoussants sont sortis pour cela de leurs trous, mais de toutes les flèches, la plus acérée est celle des trotskystes car ils ont une longue expérience de la lutte contre le marxisme-léninisme et ils savent que les coups directs ne peuvent abattre le géant.



Entre ces gens et nous autres il existe une petite différence : c'est que nous voulons reconstruire le parti de la révolution, car la classe ouvrière ne peut rester longtemps désarmée, alors que les trotskystes, s'appuyant sur les éléments de la bourgeoisie, dont certains vont effectivement jusque dans la sphère du pouvoir, veulent détruire le parti de la révolution et étouffer dans l'œuf toute nouvelle renaissance. Il leur faut pour cela pratiquer « l'entrisme » et le noyautage, se cacher derrière les drapeaux de Guevara et d'Ho Chi-Minh, et quelquefois de Mao, dans la mesure où nous manquons de vigilance. Il n'y a qu'un drapeau qu'ils ne sauraient tenir : c'est celui de Staline, leur ennemi mortel, et c'est là une excellente chose qu'il leur brûle les doigts.

Depuis quelque temps, certains marxistes-léninistes abordent de cette manière de nouveaux camarades de combat qui veulent rejoindre l'avant-garde : que penses-tu de l'œuvre de Staline ? Es-tu pour ou contre ? Ils ont raison car tôt ou tard il faudra en arriver là. Or, quand un camarade se présente comme marxiste-léniniste, pourquoi ne pas commencer par là ? Certains camarades ont pu dire dernièrement : la question de Staline est un problème d'importance capitale aujourd'hui, on peut même dire que la ligne de démarcation entre ce qui est révolutionnaire et ce qui ne l'est pas passe entre autres par l'appréciation de Staline.

Nous trouvons beaucoup de « révolutionnaires » qui n'acceptent ni la dictature du prolétariat, ni le centralisme démocratique. Or, Staline est l'homme qui matérialise aux yeux de tous l'application sans faiblesse de ces deux notions essentielles du mouvement révolutionnaire. Le parti qui abandonnera ou refusera les deux armes qui se complètent ne pourra jamais emmener les prolétaires à la victoire, la bourgeoisie le sait mieux que personne, c'est pourquoi ses agents idéologiques au sein du mouvement ouvrier, dans les rangs révisionnistes, réformistes, trotskystes, anarchistes, n'hésitent pas à se présenter comme de vrais révolutionnaires avec cette « petite réserve » toutefois c'est qu'ils n'admettent pas ces deux principes essentiels, et c'est pour cela qu'ils récuse Staline, parce qu'il en est la vivante application. Et qui plus est, Staline est l'application vivante des principes léninistes. A ceux qui n'aiment pas que l'on se batte à coups de citations, quand les citations les accusent et les déservent, citons leur ce que Staline énonçait dans les « Principes du Léninisme » : « Sur les conditions de la prise de pouvoir par le prolétariat, dit Staline, les opportunistes assurent que le prolétariat ne peut ni ne doit prendre le pouvoir s'il ne constitue pas lui-même la majorité dans le pays. Des preuves, aucune, car on ne saurait justifier ni théoriquement ni pratiquement cette thèse absurde. Admettons répond Lénine à ces messieurs de la II^e Internationale, mais adienne une situation historique dans laquelle le prolétariat qui forme la minorité de la population aurait la possibilité de grouper autour de lui l'immense majorité des masses laborieuses, pourquoi ne prendrait-il pas le pouvoir ? Pourquoi le prolétariat ne profiterait-il pas de la situation internationale et intérieure favorable pour percer le front du Capital et hâter le dénouement général ? »

Cette seconde citation de Staline, tirée du même ouvrage : En quoi la tactique révolutionnaire se distingue-t-elle de la tactique réformiste ?

« D'aucuns pensent que le léninisme est, en général, contre les réformes, contre les compromis et les accords. C'est absolument faux. Les bolcheviks savent tout aussi bien que les autres que, en un certain sens « tout donc est un bienfait », quand dans certaines circonstances les réformes en général, les compromis et les accords en particulier sont nécessaires et utiles.

Il ne s'agit évidemment pas des réformes ou des compromis et accords, mais de l'usage que les gens font des accords et des réformes.

Pour le réformiste, la réforme est tout ; le travail révolutionnaire, lui, n'est là que pour l'apparence pour en parler, pour jeter de la poudre aux yeux. C'est pourquoi avec la tactique réformiste, dans les conditions du pouvoir bourgeois, une réforme devient de façon inévitable un instrument de renforcement de ce pouvoir, un instrument de désagrégation de la révolution.

Pour le révolutionnaire, au contraire, le principal c'est le travail révolutionnaire, et non la réforme ; pour lui, la réforme n'est que le produit accessoire de la révolution.

C'est pourquoi, avec la tactique révolutionnaire, dans les conditions du pouvoir bourgeois, une réforme devient naturellement un instrument de désagrégation de ce pouvoir, un instrument de renforcement de la révolution, un point d'appui pour le développement continu du mouvement révolutionnaire.

Le révolutionnaire accepte la réforme afin de l'utiliser comme un prétexte pour combiner l'action légale et l'action illégale afin de s'en servir comme d'un paravent pour renforcer le travail illégal en vue de la préparation révolutionnaire des masses au renversement de la bourgeoisie.

C'est là l'essence de l'utilisation révolutionnaire des réformes et des accords dans les conditions de l'impérialisme.

Le réformiste au contraire accepte les réformes pour renoncer à tout travail illégal, faire échec à la préparation des masses pour la révolution et se reposer à l'ombre de la réforme « octroyée ».

C'est là l'essence de la tactique réformiste. Ainsi en est-il des réformes et des accords dans les conditions de l'impérialisme.

Dans cet ouvrage Staline répondait à l'avance aux problèmes posés par les semaines de mai 68. Il répondait aux réformistes et révisionnistes qui continuent de prétendre mensongèrement que le pouvoir n'était « pas vacant » c'est-à-dire que la question du pouvoir ne se posait pas et que la classe ouvrière se battait uniquement pour des « réformes ».

Il répondait aux anarchistes et gauchistes qui disent repousser et combattre toute réforme en les considérant uniquement comme des pièges empoisonnés en refusant de s'en servir comme plateforme pour l'action légale et comme « paravent pour renforcer le travail illégal ». En fait, anarchistes et gauchistes sont actuellement l'expression vivante de l'opportunisme « de gauche », expression facile de la petite bourgeoisie qui se refuse au travail ingrat, au travail patient, partiel, acharné, au labeur « de fourmi » du militant de base qui ne voit jamais entièrement, au niveau où il milite, la récompense de son travail partiel, tout en étant cependant l'artisan véritable des événements généraux.

Les marxistes-léninistes véritables doivent se garder comme de la peste de ces deux défauts mis en relief par Staline dans son ouvrage « les Principes du Léninisme ». Les marxistes-léninistes doivent s'éduquer en étudiant l'œuvre philosophique du camarade Staline. Les organisations de base et les cercles d'études élargis aux stagiaires et sympathisants doivent étudier les chapitres essentiels de l'histoire du P.C.B. de l'U.R.S.S. qui fut rédigée par la commission d'histoire marxiste-léniniste dirigée par Staline. Au début des années 60, les révisionnistes firent détruire toutes les réserves de cet ouvrage difficile à trouver actuellement pour la jeunesse. C'est pourquoi nous conseillons à nos jeunes camarades d'étudier collectivement, comme les autres œuvres marxistes-léninistes celles du camarade Staline : (Anarchisme ou socialisme — L'homme le capital le plus précieux — La Question Nationale et Coloniale — L'histoire du P.C.B. — les questions du Léninisme — Lénine, Staline et la Jeunesse).

Ceux qui étudieront ces textes comprendront qu'on ne peut opposer la pensée du camarade Staline à celles de Lénine et de Mao, à celle de Marx et d'Engels, sans trahir véritablement le marxisme-léninisme. En relisant « Mes trois baptêmes révolutionnaires » de Staline (28 juin 1926) et « La classe ouvrière doit exercer sa direction en tout » (du camarade Mao), non seulement nous trouvons la « similitude », mais la continuité inflexible de l'œuvre révolutionnaire universelle du marxisme-léninisme.

Janvier 1969
Raymond CASAS.